la Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste



Janvier 1925 Prix : 2 francs

La Révolution Prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

LE "NOYAU"

PIERRE MONATTE, ALFRED ROSMER, V. DELAGARDE, M. CHAMBELLAND, R. LOUZON, V. GARNERY, V. GODONNÈCHE, ALBIN VILLEVAL, GEORGES AIRELLE, J. AUFRÈRE, D. ANTONINI, G. LACOSTE, F. CHARBIT, L. MARZET, ETC.

Adresser toute la Correspondance à :
V. GODONNÈCHE
17, rue André-del-Sarte
PARIS (XVIIIe)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

France, Algérie, Colonies	Extérieur
Six mois . **11** fr.	Six mois . **15** fr.
Un an . . **20** fr.	Un an . . **30** fr.

Prix du Numéro :
France : **2** fr. - Extérieur : **2** fr. **50**

SOMMAIRE du N° 1 (*Janvier 1925*)

L'huile de ricin ou l'opium ?

La démocratie est-elle encore possible ?

> Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne mettait à la disposition de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie pour tromper et abrutir les masses ouvrières et paysannes.
>
> LÉNINE.

L'année 1924 parut ouvrir pour l'Occident une ère de démocratie.

Les années précédentes avaient été caractérisées par la naissance et le développement du fascisme.

Né d'abord en Hongrie avec Horthy, le fascisme s'était installé au pouvoir en Italie avec Mussolini, en Espagne avec Primo de Rivera. En Allemagne, les organisations fascistes avaient pris avec l'occupation de la Ruhr une importance considérable qui les mettait dans les derniers mois de 1923 sur les marches du pouvoir.

Les deux grandes puissances proprement démocratiques, la France et l'Angleterre, restaient encore sous le régime formel de la démocratie. Mais, en France, les tentatives répétées du président de la République Millerand pour déborder des limites assignées par l'usage à sa fonction, la suppression de l'annalité du budget, l'établissement des décrets-lois et la sorte de dictature occulte exercée sur le gouvernement par l'unique député d'*Action Française* avait créé une atmosphère de veille du 2 décembre. En Angleterre, la question se posait sur un terrain différent, mais elle tendait à se résoudre dans le même sens. En ce pays essentiellement commerçant, les doctrines politiques s'affirment à propos des problèmes économiques : le libéralisme anglais, c'est le libre échange. Or, le libre échange était menacé en Angleterre comme il ne l'avait jamais été depuis près de quatre-vingts ans, c'est-à-dire depuis l'abolition de la loi sur les blés, même au temps de la plus grande vogue de Joë Chamberlain : le ministère Baldwin, appuyé par tous les représentants des Dominions, s'était prononcé pour l'institution d'un régime protectionniste d'Empire.

1924 apporte un renversement total de la situation. Dans les dernières semaines de 1923, déjà l'électeur anglais s'était prononcé à une forte majorité contre le protectionnisme, et ceci avait eu pour conséquence d'amener aux affaires le ministère le plus à gauche, au moins de nom, que la Grande-Bretagne ait jamais eu, le ministère travailliste de Mac Donald. En France, les élections du 11 mai renversent le Bloc National, obligent Millerand à quitter l'Elysée, et remplacent Poincaré, l'ami de Daudet, par un authentique représentant de la petite bourgeoisie, le quelconque Herriot.

En même temps, le meurtre de Matteotti faisait sortir, sous le fouet de la peur, l'opposition constitutionnelle italienne de sa léthargie, tandis que l'énergique offensive d'Abd el Krim au Maroc ébranlait la position de Primo de Rivera.

Il n'est pas jusqu'à l'Amérique, l'Amérique du *Talon de Fer*, qui ne semblait vouloir apporter son appoint à la démocratie, en donnant pour la première fois naissance à un parti démocratique, le parti progressiste de La Follette, parti des paysans et des trade-unions.

Dans l'été de 1924 la démocratie eut donc le vent en poupe. C'était une ère nouvelle qui commençait ! Le monde allait se mettre en route, à pas mesurés, mais sûrs, sur la route du progrès ! Poètes, chantez !

Et pour commencer, on effectue une grande opération de politique extérieure.

Les deux « démocrates » qui sont au pouvoir dans les deux grands pays de l'Entente, Herriot et Mac Donald, vont exécuter le sauvetage de l'Allemagne. Ayant réduit le peuple allemand à une misère comme on n'en avait plus vu en Europe depuis le Moyen Age, la politique de fer du Comité des Forges ne lui avait laissé le choix qu'entre deux solutions extrêmes : Ludendorf ou Moscou. En décidant l'application du plan Dawes, en fournissant le capitalisme d'argent américain, Herriot et Mac Donald espèrent produire en Allemagne une détente économique, qui ramènerait aux partis du centre la confiance que ceux-ci avaient perdue ; on liquiderait alors fascisme et bolchevisme, et le Reich du vieux Guillaume viendrait lui aussi prendre place au bercail de Démocratie, — victoire décisive !

Sur cet enthousiasme, les élections anglaises d'octobre firent l'effet d'une douche froide. Moins d'un an après l'avènement des Travaillistes, les Conservateurs revenaient au pouvoir. La nouvelle ère démocratique allait-elle se clore, avant presque d'avoir été ouverte ?

Autrement dit, les élections conservatrices anglaises de 1924 ne furent-elles qu'un accident dans une période qui, dans l'ensemble, sera pour l'Europe une période de démocratie, ou au contraire les élections travaillistes de 1923 et celles du Bloc des Gauches de mai 24 n'ont-elles été que des accidents dans le développement du fascisme ? Voilà la question.

Avant de tenter d'y répondre, il nous faut d'abord chercher à analyser ce qu'est la démocratie.

La Démocratie, conséquence logique et arme nécessaire

Un ancien rédacteur de l'*Echo de Paris*, converti récemment à la démocratie, M. Jean Herbette, écrivait dans l'*Information*, avant sa nomination comme ambassadeur à Moscou : il faut démontrer à la bourgeoisie que la politique démocratique est seule « capable de garantir à l'intérieur les classes sociales qui la pratiqueront ».

M. Jean Herbette qui, écrivant dans un journal financier, parlait seulement pour les bourgeois, a avoué là impudemment le secret de la démocratie ; la démocratie est le moyen pour la bourgeoisie de garantir ses privilèges.

Le pragmatisme qui a permis de compléter heureusement le matérialisme historique nous montre, en effet, que l'idéologie n'est pas qu'une conséquence, qu'elle est une nécessité.

Le matérialisme historique nous avait enseigné que toute idéologie est la conséquence du mode de produire et de s'approprier. « Toute théorie morale a été jusqu'ici le produit, en dernière analyse, de l'état économique de la société à l'époque correspondante. » (Engels.) Mais de cela il ne ne faut pas conclure que l'idéologie d'une classe n'est qu'une sorte d'accident, un « épiphénomène », comme diraient les philosophes, qui pourrait aussi bien être ou ne pas être, sans que le développement économique et social en soit modifié. Tout au contraire, à chaque classe une idéologie propre, telle qu'elle dérive de ses conditions de vie particulières, est nécessaire, pour que la classe puisse vivre et se développer.

L'ensemble des idées morales, religieuses, juridiques et politiques que se forme une classe est vrai, dans la mesure où ces idées sont indispensables pour que cette classe puisse maintenir sa domination, si c'est une classe exploiteuse, ou pour qu'elle puisse se libérer de la domination qu'elle subit, si c'est une classe exploitée. Aucun « ordre social » ne pourrait se maintenir si ses classes dominantes étaient dépourvues d'une idéologie adéquate, aucune Révolution ne pourrait s'élaborer en l'absence d'une idéologie contraire chez les classes exploitées.

L'idéologie de la bourgeoisie a nom Démocratie. Celle-ci, comme toute idéologie, est donc à la fois une conséquence et un moyen. Elle est une conséquence du mode d'appropriation capitaliste, du mode selon lequel les bourgeois acquièrent leurs biens ; et en même temps elle est l'arme essentielle dont la bourgeoisie dispose pour se défendre des attaques du prolétariat.

C'est donc à ce double point de vue, de la Démocratie comme conséquence, et de la Démocratie comme arme, qu'il faut successivement nous placer.

La Démocratie, conséquence du capitalisme

Le bourgeois est avant tout un commerçant. Le capitalisme industriel est né du capitalisme commercial ; et chez le capitaliste industriel ce sont encore les fonctions commerciales qui sont les plus importantes : l'industriel ne pouvant produire qu'à la condition d'acheter et de vendre, ceci conditionne cela.

L'idéologie propre à la bourgeoisie, son idéologie interne, est donc une idéologie de commerçants, une idéologie dérivée des conditions propres à l'échange.

Or, l'échange a pour base la liberté et l'égalité.

Dans l'échange (tant du moins que la concurrence n'a pas été remplacée par le monopole), les contractants sont libres : ils sont libres de contracter, ou de ne pas contracter, libres d'acheter ou non au prix demandé, de vendre ou non au prix offert.

Il en résulte que les échanges se font sur la base de l'égalité : libre de vendre ou de ne pas vendre, le vendeur ne vend que s'il estime que la somme qu'on lui verse est de valeur au moins égale à celle de la marchandise qu'il livre ; libre d'acheter ou de ne pas acheter, l'acheteur n'achète que s'il estime que la somme qu'il paie est de valeur au plus égale à celle de la marchandise qu'il reçoit. Pour le vendeur, le prix touché valant au moins la marchandise, et pour l'acheteur la marchandise valant au moins le prix payé, vendeur et acheteur traitent sur un pied d'égalité.

Dès lors, en vertu de la loi générale qui veut que toute classe au pouvoir revête l'ensemble des rapports sociaux des formes qui caractérisent les rapports qui lui sont propres, la bourgeoisie a étendu à toute la société les principes de l'échange. Elle les a étendus notamment aux relations qui la lient au prolétariat.

Ce qui caractérise le Droit bourgeois, ce qui est à la base de toute la structure juridique de la société capitaliste, c'est, en effet, l'assimilation du contrat de travail au contrat de vente, l'assimilation du contrat passé entre le capitaliste et le prolétaire au contrat passé entre deux commerçants. Pour le droit bourgeois, la force de travail du prolétaire est assimilable à une marchandise ; le salaire est le prix payé pour le prix de cette marchandise.

Or, ce n'est là que pure fiction juridique. Les deux conditions fondamentales du contrat d'échange, la liberté des contractants et l'égalité de ce qu'ils échangent, ne sont pas, en effet, réalisées dans le contrat de travail, car *si le capitaliste est libre, le prolétaire ne l'est pas*. Le prolétaire n'a pas la liberté de travailler ou de ne pas travailler aux conditions que lui impose le capitaliste, parce que, ainsi que le disait avec une grande force Necker, à une époque où la bourgeoisie savait encore penser sans hypocrisie : « Dès que l'artisan ou l'homme de la campagne n'ont plus de réserves, ils ne peuvent plus disputer ; il faut qu'ils travaillent aujourd'hui sous peine de mourir demain ; et dans ce combat d'intérêts entre le propriétaire et l'ouvrier, l'un met en jeu sa vie et celle de sa famille et l'autre un simple retard dans l'accroissement de son luxe. »

Le prolétaire n'étant pas libre de « disputer » est obligé d'accepter moins que ce qu'il donne : il doit se contenter d'un salaire de valeur inférieure à celle du travail qu'il fournit.

La liberté et l'égalité sont à la base des rapports entre bourgeois, mais la nécessité et l'inégalité sont

à la base des rapports entre prolétaires et bourgeois.

Or, de cette différence, le droit bourgeois n'a cure. Ses codes proclament que, tout comme les autres, le contrat de travail est un contrat libre, puisqu'il n'est fait aux prolétaires aucune violence légale, et que les valeurs qu'on y échange sont égales.

C'est la nécessité de maintenir de cette fiction qui va obliger à prendre les différentes mesures politiques et sociales qui constituent ce qu'on appelle la Démocratie.

Dans une première phase, la bourgeoisie va se contenter de supprimer toute entrave à ce qu'elle appelle la « liberté du travail ». Elle entend que le prolétaire se trouve seul à seul avec le patron pour discuter des conditions de travail, celles-ci devant être fixées souverainement par l'accord des deux parties, sans limitation ni intervention d'aucune puissance extérieure, Eglise, Etat ou Association. La « liberté du travail » est une exacte réplique de la « liberté du commerce ».

En France, cette première phase démocratique se traduit par la suppression des Corporations (édit de Turgot de 1776, décret de la Constituante de 1791), l'interdiction des associations et des coalitions (loi Le Chapelier de 1791, articles 414 et 415 du Code Pénal de 1810).

La bourgeoisie s'empresse d'autant plus d'édicter ces premières mesures « démocratiques », qu'elles sont toutes à son avantage, l'inégalité fondamentale entre le patron et le salarié se trouvant fortement renforcée par la défense faite aux ouvriers de se coaliser et de s'associer, alors qu'elle n'est que peu amoindrie par la même défense faite aux patrons.

La seconde phase de la démocratie consiste à établir l'égalité politique entre tous les citoyens.

Car, puisque nous proclamons l'égalité civile entre le prolétaire et le capitaliste, disaient les républicains français avec ce sens logique qui les caractérisait, nous devons également proclamer leur égalité politique. L'une implique l'autre. Les hommes sont égaux, ou ils ne le sont pas. Ils ne peuvent pas à la fois être égaux quand ils discutent d'un contrat privé, et inégaux quand ils discutent du « contrat social ». Il faut, ou l'inégalité totale, comme sous l'ancien régime, ou l'égalité complète aussi bien politique que civile.

Plus réalistes, les Anglais donnèrent à leur revendication du droit de suffrage un caractère de classe précis. Dès les débuts du Chartisme, un manifeste de la *Working Men Association* (Association des Travailleurs) s'exprimait ainsi : « Le Maître qui a intérêt à se procurer la main-d'œuvre au plus bas prix peut-il représenter l'ouvrier dont l'intérêt est d'obtenir le prix le plus élevé possible pour son travail ? » — Evidemment non! Si le pouvoir politique est exclusivement entre les mains des maîtres, le contrat que passe le maître avec l'ouvrier est vicié, ce n'est plus un contrat d'égalité, les deux contractants ne sont plus dans des conditions, même formelles, d'égalité, puisque l'un dispose de la force publique, et l'autre non.

Afin de sauvegarder la fiction de l'égalité des deux contractants dans le contrat de travail, il fallut donc accorder au prolétaire des droits politiques égaux à ceux de ses maîtres. Le suffrage universel, avec ses compléments, la liberté de la presse et la liberté de réunion, conditions nécessaires pour que le droit de suffrage puisse s'exercer avec un minimum de clarté, furent les « grandes conquêtes » de la Démocratie au cours des trois premiers quarts du siècle dernier. On peut estimer que cette période se clôt (1) pour l'ensemble de l'Europe Occidentale aux alentours de la chute du Second Empire (en Angleterre, réforme électorale de 1867 ; en France Constitution de 1875 ; en Allemagne, nomination du Reichstag au suffrage universel, 1866).

Dans sa troisième phase, la Démocratie cherche à atténuer le contraste qui se fait par trop éclatant entre l'égalité abstraite qu'on proclame, et l'inégalité réelle qui existe. On va prendre des mesures destinées à effacer les traits les plus choquants de cette inégalité, tout en ne touchant pas, bien entendu, à sa cause économique fondamentale.

C'est ainsi qu'on s'aperçoit que le suffrage universel ne peut être que duperie pour celui qui ne sait ni lire ni écrire. Le droit qu'on concède au prolétaire d'élire est une mystification par trop évidente si l'électeur est incapable de se tenir, par les journaux, au courant de la vie politique. Entre le capitaliste instruit qui peut voter en connaissance de cause, et le prolétaire ignare, incapable même de contrôler le nom que porte son bulletin de vote, l'inégalité est trop criarde : pour l'atténuer, la bourgeoisie française institue l'instruction gratuite et obligatoire.

D'autre part, par un curieux retour, la bourgeoisie est amenée, au nom de la Démocratie, à prendre en partie le contre-pied des premières mesures démocratiques qu'elle avait édictées : elle autorise les coalitions (loi de 1864 en France), puis les associations professionnelles permanentes (loi sur les syndicats de 1884). C'est qu'il devenait, en effet, trop manifeste que l'interdiction des coalitions et des associations professionnelles était tout à l'avantage des patrons. La seule arme dont dispose l'ouvrier pour obtenir une amélioration de ses conditions de travail, c'est de tenter de « retarder l'accroissement du luxe » patronal, comme disait Necker, et pour cela refuser le travail. Mais il est bien évident que le refus du travail est complètement inefficace s'il est isolé. Ce n'est que le refus collectif, soutenu par une organisation collective, qui soit capable de sus-

(1) Nous clôturons cette période à ce moment, non point qu'il existe déjà alors une égalité complète de droits politiques entre le bourgeois et le prolétaire, égalité qui n'existe même pas encore aujourd'hui (par exemple découpage irrégulier des circonscriptions électorales, de façon à donner moins d'élus pour un même nombre d'électeurs aux circonscriptions ouvrières qu'aux circonscriptions rurales ou bourgeoises, procédé dont les élections législatives anglaises et les élections municipales de Paris offrent un exemple frappant), mais parce qu'à ce moment l'essentiel est acquis, et que dès lors c'est sur un autre terrain que va se produire le développement principal de la Démocratie.

,rendre les bénéfices du patron pendant un temps suffisant pour qu'une pression sensible puisse ainsi être exercée sur lui. On donne donc le droit de coalition et d'association aux ouvriers, et par la même occasion on le donne également aux patrons.

C'est dans cette phase que nous sommes encore. Instruction du « peuple » et liberté des associations ouvrières sont encore les deux principales plateformes de la Démocratie.

La Démocratie, arme du capitalisme

Non seulement les classes au pouvoir étendent à toute la société leurs rapports juridiques internes, mais en outre ce sont les armes mêmes qu'elles manient dans leur vie intérieure qu'elles utilisent pour défendre leurs privilèges.

Le seigneur possédait les terres que la force de son bras lui avait conquises, et dont la force de son bras seule le maintenait en possession. C'était donc, avant tout sur la *force physique* qu'il comptait pour maîtriser ses serfs, puisque c'était sur elle qu'il devait compter pour écarter ses rivaux. Mais la propriété bourgeoise, elle, ne se constitue pas par la *force*, elle se constitue par la *ruse*. La classe capitaliste est une classe de marchands, non de guerriers. On ne s'empare point de capitaux, comme on s'empare d'un territoire. Ce qui est à l'origine de chaque famille bourgeoise, c'est une « bonne affaire », un achat, une vente, un contrat, où le cocontractant a été savamment roulé, et chaque bourgeois ne peut conserver sa situation qu'à la condition de savoir se défendre contre tous les pièges qui lui sont constamment tendus par ceux qui veulent sur son dos à leur tour réaliser la « bonne affaire ». La *ruse* est l'arme fondamentale dans la discussion des ventes, achats, contrats de toutes sortes, dont la négociation constitue la fonction économique essentielle de la bourgeoisie. C'est donc la *ruse* qui va pareillement assurer la domination de la bourgeoisie.

A cet effet, la ruse bourgeoise a inventé la Démocratie. C'est la Démocratie, qui, sous une forme beaucoup plus subtile, va s'ajouter à la religion comme « opium du peuple ».

L'utilisation de la Démocratie se présentera sous cette forme : on recouvre l'Economie, domaine où il est indispensable pour la bourgeoisie de maintenir inviolée l'inégalité du capitaliste et du prolétaire, d'un système politique où la bourgeoisie accepte de traiter le prolétaire sur le pied d'égalité. L'inégalité dans l'atelier est camouflée par l'égalité dans l'Etat.

Cette dernière ne saurait gêner la bourgeoisie, car celle-ci restant maîtresse de la Production, reste par là même maîtresse de l'Etat. L'Etat n'est en effet qu'une forme vide, une machine incapable de fonctionner, s'il n'est point constamment fourni de ressources concrètes, s'il n'est point constamment alimenté de biens matériels. Et comme c'est la bourgeoisie qui détient les biens matériels, l'Etat ne fonctionnera que si elle le veut bien ; elle ne lui permettra de fonctionner que s'il fonctionne dans le sens où elle entend qu'il fonctionne.

Aussi qu'importe à la bourgeoisie que le prolétaire vote ! Que lui importe qui il envoie au Parlement ou même au ministère ! Députés et ministres se laisseront toujours « convaincre », car si par extraordinaire ils ne cédaient point aux « arguments » personnels et sonnants, il n'est pas difficile de faire le vide dans la Trésorerie.

Le peuple veut aussi être instruit, autant que ses maîtres. A merveille ! On fera ainsi coup double : plus instruit, le prolétaire rendra plus de services au patron qui l'emploie ; et en outre, on pourra ainsi l'atteindre plus facilement par l'Ecole et la Presse et lui inculquer à plus forte dose la chanson démocratique, en même temps que le dogme qu'elle est destinée à faire passer, celui de l'inviolabilité de la propriété privée : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit » (art. 1 de la Déclaration des Droits de l'Homme), « La Propriété est un droit inviolable et sacré » (art. 17 et dernier).

Les prolétaires veulent s'associer. Ah ! sur ce point, il faut ouvrir l'œil ! Leur association décuplera leur force mais, précisément, quelle arme ce serait si de ces associations, en lesquelles avec raison les ouvriers mettent tout leur espoir, on parvenait à s'emparer ; si on parvenait à en tirer les fils, comme on tire les fils du Suffrage universel, de l'Ecole et de la Presse !

Mais pour cela il faut que la bourgeoisie incorpore ces associations à son système. A cet effet, elle dispose d'un moyen d'ordre général : c'est d'amener les organisations ouvrières à maintenir leur action dans le cadre de l' « ordre et de la légalité », c'est-à-dire à n'employer comme moyens de lutte que l'arme bourgeoise de l'argent. De cette manière, celles-ci seront portées inéluctablement à se constituer de grosses caisses, à croire que leur puissance augmente quand augmente le nombre des billets et des titres qu'ils possèdent, et comme ces billets et ces titres sont choses qui dépendent en dernière analyse du capital, que leur valeur dépend de la prospérité du capitalisme, les ouvriers seront obligés pour augmenter leur propre puissance de souhaiter la prospérité de qui les exploite, d'employer leur force à accroître les profits du capital ! Cette soudure de la classe ouvrière aux intérêts de la classe capitaliste par l'intermédiaire du grand dénominateur commun de la bourgeoisie, l'argent, se manifeste surtout dans les pays anglo-saxons et dans les pays social-démocrates.

La bourgeoisie emploie aussi des méthodes plus directes. En France, malgré des échecs répétés, elle cherche inlassablement à devenir l'inspiratrice directe des organisations ouvrières.

Le Second Empire avait essayé de faire à ses débuts risette à l'Internationale. La Troisième République, presque dès sa naissance, créa les syndicats *barberettistes*. Plus tard Millerand et Waldeck tentèrent de mettre la main sur l'organisation ouvrière par le Conseil Supérieur du Travail. Après la guerre, enfin, une nouvelle tentative fut faite, et cette fois hélas ! avec plus de succès : la C. G. T.

Lafayette est devenue une succursale de la Présidence du Conseil.

Tout ceci était pourtant encore insuffisant. Par une sorte de raffinement diabolique (1), il a fallu que ce soit le prolétariat qui lutte lui-même pour que soient établies ces mesures démocratiques destinées à le tromper.

L'Histoire nous montre en effet que la Démocratie n'est pas, en fait, due aux efforts de la bourgeoisie, mais à ceux du prolétariat. Si on en excepte celles de la première phase, toutes les « réformes » démocratiques n'ont été concédées que sous la poussée populaire. L'égalité des droits politiques, notamment, n'a été conquise que de haute lutte, et conquise par la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie.

Là est le secret qui fait de la Démocratie une arme inégalable : le prolétariat réalisant par lui-même la Démocratie, les « réformes » démocratiques qui ne sont que des réformes bourgeoises, qui ne sont que le développement logique des idées bourgeoises, qui, loin de mettre en péril le privilège capitaliste, ne font que le consolider en en faisant pénétrer les conséquences dans tous les domaines, apparaissent au prolétariat, qui a lutté pour les obtenir, comme les siennes propres. Le prolétariat se pénètre par là de l'idéologie bourgeoise, et de la seule manière dont on se pénètre vraiment d'une idée, non en l'entendant prêcher, mais en combattant pour elle.

En même temps, pendant que le prolétariat est ainsi occupé à « forcer » le développement de la bourgeoisie, il n'a ni le temps ni le désir de se préoccuper de sa lutte propre, de celle qui l'intéresse directement, et que seule redoute la bourgeoisie : la suppression de l'exploitation capitaliste par la destruction du privilège des moyens de production.

Reconnaissons que la ruse a réussi. Malgré les efforts des militants ouvriers, qui commencèrent en France au lendemain même des journées de Juin 48 (2), les grandes masses prolétariennes des vieux pays démocratiques, comme la France et l'Angleterre, sont véritablement baignées d'idéologie bourgeoise. Aujourd'hui encore, il serait plus facile de faire se lever la classe ouvrière française pour la défense de la République que pour celle de son salaire.

Le fascisme n'est qu'un expédient temporaire

La Démocratie est donc l'arme de la bourgeoisie. Ce n'est pas à dire qu'elle suffise toujours. Il y a des moments où une importante fraction du prolétariat parvient à percer la « nuée », où les travailleurs ne veulent plus se contenter de l'ombre, mais saisir la proie, où ils se détournent de la conquête des *droits* pour chercher à s'emparer des *biens;* à ce moment la bourgeoisie est obligée de recourir à la force : elle fait donner ses mercenaires, et n'hésite même point à ceindre ses reins et à descendre elle-même dans la rue pour tuer les prolétaires rebelles ou incendier les foyers de leur organisation.

Mais si fréquente que puisse devenir pour la bourgeoisie la nécessité du fascisme, celui-ci ne sera toujours pour elle qu'un pis-aller ; elle cherchera à s'en débarrasser dès qu'elle le pourra, car, encore une fois, la violence n'est pas son fait ; Joseph Prudhomme a beau faire faire de plus en plus de sport à ses fils, ce n'est pas un guerrier ; quand il fait la guerre il est obligé d'en laisser la direction à d'autres, et cela n'est pas sans danger pour lui ; aussi, à la première occasion il revient à son propre élément, à celui où il est maître : il revient à la ruse, il revient à la Démocratie.

Le mouvement à gauche de 1924 n'a pas d'autre signification.

L'action directe, seul moyen de combattre la Démocratie

Nous voici maintenant à même d'essayer de répondre à la question que nous posions en tête de cette étude : la Démocratie est-elle encore possible?

En tant que simple développement du capitalisme, la Démocratie tendrait à disparaître. De plus en plus, en effet, se constitue un capitalisme de seconde espèce, celui que Lénine appelle le capitalisme des monopoles, dont les caractéristiques sont toutes différentes de celles du capitalisme classique. Le capitalisme des Trusts et des Cartels supprime la liberté des échanges ; il ne participe pas au marché, il se le soumet. L'échange à égalité entre contractants libres et égaux tend donc à disparaître (1); il s'ensuit que l'idée d'égalité tend pareillement à disparaître de l'idéologie bourgeoise. Le bourgeois sincèrement libéral commence à devenir une curiosité géologique.

Mais la Démocratie, comme arme, reste. Si la bourgeoisie ne croit plus en la Démocratie, elle se rend encore parfaitement compte des services que celle-ci peut lui rendre. La plus grande partie de la bourgeoisie s'avoue maintenant dans son fort intérieur ce que M. Herbette a avoué publiquement : la Démocratie est sa meilleure sauvegarde.

La bourgeoisie maintiendra donc, tant qu'elle le pourra, la Démocratie. Celle-ci connaîtra le sort de la religion. Dans une première période, les bourgeois crurent à la Démocratie comme, dans des périodes homologues, leurs prédécesseurs crurent à la Religion. A ces époques, Démocratie et Religion étaient déjà des moyens de domination inconscients. Maintenant, au contraire, la Démocratie, comme les re-

(1) Il est bien évident que, généralement, la bourgeoisie n'agit pas ainsi, consciemment, en vertu d'un plan préétabli, mais instinctivement, par une sorte de logique interne dont elle ne se rend elle-même pas compte, car, pour les classes beaucoup plus encore que pour les individus, la logique, selon l'expression de l'historien des religions, Frazer, « est implicite, et non pas explicite ».

(2) C'est de cette époque que date chez les militants l'opposition constante entre socialisme et république, Révolution socialiste et Révolution politique, Internationale des Travailleurs et sociétés secrètes républicaines.

(1) J'ai essayé d'analyser ce point plus en détail dans la *Déchéance du Capitalisme.*

ligions à leur déclin, devient un moyen de domination conscient, un procédé systématique, employé volontairement, pour abuser les classes dominées. Les démocrates actuels sont des prêtres qui n'ont plus la foi ; on ne croit plus, soi, à la Démocratie, mais on garde une Démocratie pour le prolétariat, comme on gardait un « dieu pour la canaille ».

La Démocratie risque donc d'avoir encore de beaux jours devant elle, à moins... à moins que le prolétariat ne se laissant plus berner, le mensonge de la Démocratie, percé à jour, ne devienne inutile.

Or, on ne se convainc pas par des paroles, mais par des actes. La bourgeoisie a fait pénétrer l'idéologie démocratique chez le prolétaire en le faisant combattre pour la Démocratie ; de même le prolétaire abandonnera les préjugés démocratiques, s'il porte sa bataille sur un autre terrain, s'il la porte là où la ruse n'est plus possible, là où la bourgeoisie est obligée de résister à fond ou de céder la place, sur le terrain de la Production. Le prolétariat ne se dégagera de l'emprise bourgeoise qu'en écartant le camouflage de la démocratie politique pour mener sa lutte directement contre ce que le camouflage est destiné à masquer, l'exploitation économique. Là, il n'y a pas de camouflage possible, car les deux classes sont là face à face sur le terrain solide de la réalité, sur le lieu même où l'une exploite l'autre, à l'atelier.

Il faut bien se rendre compte en effet de la différence existant entre un Etat despotique et un Etat démocratique. Là où la Démocratie n'existe pas, là où l'Etat offre un front rigide à la poussée des classes opprimées, il n'y a aucun danger à ce que celles-ci mènent leur lutte directement contre l'Etat. Tout au contraire, l'Etat étant la forme la plus générale de la domination de classe, la lutte menée contre lui prend par là même ce caractère de généralité qui est le propre d'une lutte de classe. Mais là où, comme dans les pays démocratiques, le rôle de l'Etat est d'être le tampon amortisseur chargé d'absorber les coups portés par les classes opprimées, là où l'Etat, loin d'être un mur d'airain destiné à briser les efforts de la classe adverse, est un Etat caoutchouc chargé de céder à la pression, mais de se gonfler aussitôt sur un point d'autant qu'il a été comprimé sur un autre, et de rattraper toujours ainsi ce qu'il a dû perdre, il faut que la classe ouvrière, — si elle veut que ses efforts ne soient pas dépensés en pure perte, — mène sa bataille de classe, sa bataille pour le pouvoir, par la voie indirecte du combat direct contre le privilège économique des détenteurs du Capital.

Bien entendu, le fait de transporter le centre de la lutte de classes à l'atelier comporte un grave danger : la lutte risque d'y perdre son caractère de classe en s'y émiettant en une infinité de luttes partielles, — partielles parce que se passant sur des champs de bataille séparés, et partielles aussi à cause du caractère partiel des revendications posées.

Mais l'expérience a montré que ce danger est bien moindre que le danger démocratique. L'histoire du syndicalisme révolutionnaire des années 1900-1910 a montré comment, en assignant à des grèves de plus en plus étendues des objectifs de plus en plus généraux, et en reliant les différents mouvements par l'Idée de la Grève Générale, — grève qui est générale parce qu'embrassant tout le territoire, et générale surtout parce que se donnant pour but l'expropriation totale des expropriateurs, — on peut faire sortir les luttes économiques du particularisme corporatif, et leur faire prendre un caractère politique, c'est-à-dire un caractère général, un caractère de classe.

Jamais, en France, l'action des partis politiques, socialistes ou communistes, n'a ébranlé l'Etat comme le fit le mouvement de 1906 pour les huit heures ou les grèves des services publics qui suivirent. Jamais le Labour Party britannique n'a été pour le capitalisme anglais un péril comparable à celui résultant de la simple formation de la Triple Alliance des mineurs, des cheminots et des transports. Et dans le troisième grand pays démocratique d'Occident, en Italie, c'est par l'occupation des usines que se manifesta la seule grande tentative de Révolution prolétarienne.

Les faits montrent donc qu'en pays démocratiques il est possible de mener une lutte de classes révolutionnaire en agissant directement contre l'Economie bourgeoise, alors que pareille lutte a toujours été, au contraire, impossible dans ces pays, lorsqu'on s'est tenu dans le cadre traditionnel des luttes politiques.

La réponse à notre question est maintenant facile à donner : la Démocratie disparaîtra et ne disparaîtra que quand l'action directe aura repris ses droits, parce qu'alors, et alors seulement, disparaîtra la raison d'être de la Démocratie.

R. LOUZON.



Le carnet d'un Sauvage

Du travail pour tous — Que comptez-vous faire ? m'a-t-on demandé de divers côtés.

— Mais continuer, exclus du Parti, ce que nous faisions quand nous étions au Parti, ai-je répondu chaque fois.

— Les dirigeants actuels du Parti escomptent que vous allez imiter les exclus des fournées précédentes, c'est-à-dire rallier, après quelques détours plus ou moins savants, l'armée social-démocrate et anarcho-réformiste, devenir des adversaires de la révolution russe.

— Ils l'escomptent beaucoup, mais ils n'y... comptent guère. Ils savent que nous ne les avons pas attendus pour nous mettre au travail et que nous pouvons continuer sans eux. Nous avons traversé des passes un peu plus difficiles que celle d'aujourd'hui.

— N'empêche, votre situation va être difficile. Votre séparation d'avec le P. C. vous place en dehors des deux grands courants qui se partagent le mouvement ouvrier, le courant réformiste et le courant putchiste. Vous êtes coupés des masses. Vous aurez le sort de Friedberg, en Allemagne, lorsqu'il fut exclu par le Parti social-démocrate pour sa propagande en faveur de la grève générale.

— Rien de comparable. Les conditions ne sont pas les mêmes. Bien sûr, notre situation sera difficile. Mais placés en dehors de ces deux grands courants, nous n'en sommes que mieux pour voir les choses telles qu'elles sont. Nous nous attendons à ne pas être compris d'abord, et même à être « sonnés », jusqu'à ce que les événements aient apporté la confirmation de notre conception. Nous sommes habitués à avoir raison quelques mois ou quelques années trop tôt.

Mais il ne faut pas croire que le mouvement ouvrier est tout entier absorbé par ces deux courants principaux. Il y a de la place autour et au-dessus et même une sacrée place ! Les meilleurs ouvriers révolutionnaires, les véritables communistes, ne sont pas tous au Parti, tant s'en faut, je le constate chaque jour à l'atelier — et ils n'y sont pas pour les mêmes raisons qui nous ont valu l'exclusion. Ceux-là nous comprennent et ils nous entendront. D'autres aussi, qui sont dans le Parti et même ailleurs, voudront connaître notre point de vue, bien qu'il s'écarte de leur orthodoxie.

Vous pensez bien que la silhouette de Treint ne va pas nous boucher l'horizon. Il restera le cadet de nos soucis. Nous savons que nous avons mieux à faire, soyez sans crainte.

Dans un mouvement aussi large que celui de toute un classe, développant ses organisations, préparant son émancipation, il y a place pour toutes les activités. La nôtre n'entend pas être bruyante; il nous suffira qu'elle porte quelques fruits. La revue la *Vie ouvrière* d'avant-guerre avait fait une œuvre de coopération intellectuelle ouvrière qui avait forcé l'attention de ses adversaires eux-mêmes. C'est cette œuvre qui est reprise, aujourd'hui, par notre petit groupe de « sauvages ».

Ne soyez pas surpris du titre que j'ai choisi pour mon Carnet du Mois. J'avais pensé à d'autres : « Le Carnet du paysan du Danube », ou le « Carnet du paysan d'Auvergne », mais ils auraient promis plus de dures vérités que je n'en pourrai fournir.

La trouille de la bourgeoisie Les milieux bourgeois s'étaient laissé raconter que le 17 décembre les communistes tenteraient à Paris et dans plusieurs grandes villes de province le coup de force de la conquête du pouvoir.

Qui donc, grands dieux, a bien pu lancer cette ineptie dans la circulation ?

Toujours est-il que la trouille bourgeoise a été grande. On peut en juger par quelques faits. L'*Illustration* a raconté que de riches amateurs avaient expédié leurs tableaux de valeur en province. Les sections de l'Union Nationale des Combattants avaient été alertées. La consigne était : pas d'attaque, mais à la première attaque communiste riposte violente. Dans un régiment de Versailles, le colonel a réuni ses officiers et leur a tracé leur besogne en cas d'émeute.

Il ne serait pas inutile de rechercher d'où est parti le « bobard » de l'insurrection pour le 17 décembre.

Est-ce déjà un échantillon du travail dont est capable la police spéciale des usines, instituée depuis longtemps par le Comité des Forges, mais qu'il a singulièrement renforcée depuis qu'il est question de cellules d'usines ? Ou bien est-ce un pétard lancé dans les jambes d'Herriot par les gens — ma foi, pleins d'imagination — de la Ligue nationaliste de Millerand ?

Cette histoire, qui s'était poursuivie dans une incrédulité assez générale, méritait de finir dans un éclat de rire. Mais on ne sait plus rire.

Il est vrai que tout n'a pas été risible. Des centaines d'ouvriers étrangers, italiens, espagnols, polonais, ont été expulsés de France sans l'ombre d'un motif. Pour les Compagnies minières et pour de nombreux patrons, ç'a été une superbe occasion de se débarrasser de militants gênants.

Et le gouvernement du Cartel des Gauches, le ministère du vainqueur de Bobigny ne leur a pas refusé ce service.

Douarnenez après Bizerte Le 11 novembre dernier, le sang ouvrier coulait à Bizerte. Il a coulé à nouveau, à Douarnenez, le 1er janvier.

A Bizerte, c'était le directeur de la Sûreté de Tunis qui ordonnait le feu. Ce directeur de la Sûreté, du nom de Campana, n'est pas encore, qu'on sache, en prison. Il n'a pas même été cassé de ses fonctions.

A Douarnenez, le sang ouvrier a été versé par une équipe de briseurs de grève, embauché

par le patronat de là-bas. Le hasard seul a fait qu'il n'y ait pas eu de morts à déplorer;

On a parlé beaucoup, à ce sujet, d'attentat fasciste, de premier crime fasciste. A tort à mon sens, car c'est en défigurer le caractère véritable.

L'officine qui a fourni les seize assassins de Douarnenez est une vieille connaissance pour quiconque a vécu le mouvement syndical d'avant-guerre. Cette caverne et d'autres du même genre ont lâché leurs bandits contre les militants du Bâtiment de Seine et de Seine-et-Oise, depuis une dizaine d'années. Il n'était guère de grève importante, en province comme à Paris, où ils ne cherchaient à exercer leur industrie de provocateurs et de briseurs de grève.

En 1907, la C. G. T. a publié un petit volume : *Le Clergé, les Royalistes et les Jaunes*, qui mérite d'être relu aujourd'hui. L'auteur, Jean Gauthier, y raconte l'embauchage de provocateurs et de briseurs de grève, en 1905, par le patronat de Longwy. Il était bien placé pour raconter leurs exploits, puisqu'il avait été le chef de cette triste bande et qu'il mangeait le morceau.

Les militants de Roubaix, se souviennent encore du scandale que provoqua la découverte de la sourde et terrible besogne que firent, vers 1902-1903, pour le compte de Motte et des autres grands patrons, le Père Du Bail et un journaliste véreux, Edmond de la Chapelle.

On peut remonter plus haut et l'on trouve Biétry, dont les bourgeois de Brest, peu dégoûtés, firent un député. Les ouvriers du Doubs n'ont pas oublié leur mouvement vendu aux Japy par cet individu.

Plus loin, on rencontre Lanoir, mouchard de toutes les polices, que les Compagnies de Chemins de fer employèrent longtemps à talonner Guérard, le Guérard d'avant la grève de 1898.

Les assassins de Douarnenez continuent cette tradition; ils ne sont pas les premiers de la lignée à manier le revolver. Il semble bien pourtant qu'ils y vont avec plus d'assurance et un moindre souci de la vie humaine. Il y a quelques mois déjà, ils tiraient le revolver à Montlhéry, contre des militants des terrassiers. Cette fois, à Douarnenez, il a failli y avoir des morts.

C'est là un phénomène qu'il faut rattacher non au fascisme, mais à autre chose. L'industrie des briseurs de grève s'américanise elle aussi. Ce n'est pas d'hier qu'aux Etats-Unis les « Pinkertons », sorte de police au service du patronat, attaquent les militants et même les assemblées de grévistes les armes à la main. Les mœurs des briseurs de grève américains ont franchi l'Atlantique. Voilà ce qui caractérise les incidents du Nouvel An sanglant.

Le mouvement syndical n'y fera pas face en se trompant sur la nature de l'adversaire. Les briseurs de grève sont autre chose que le fascisme; celui-ci pourra les utiliser quand il sera là, puisqu'ils sont à qui les paie, mais ils n'ont pas eu besoin du fascisme pour opérer depuis une trentaine d'années déjà.

L'intérêt du procès des assassins de Douarnenez consistera, précisément, à mettre en lumière le rôle immonde des Poublan et des Raynier, et celui des patrons qui leur avait versé une première somme de 12.000 francs pour commettre leur crime.

Le Comité Anglo-Russe pour l'unité syndicale

On parle beaucoup de l'unité syndicale nationale et internationale, mais on ne s'en rapproche pas vite. Sur certains points, on s'en éloigne même. Comme si deux C. G. T. ne suffisaient pas, on a vu une tentative pour en constituer une 3e. Rien ne garantit qu'après celle-là, une 4e ne trouverait pas des artisans. C'est que le mouvement de dissociation n'est pas encore achevé sans doute. Du jour où l'unité syndicale se brise, il est presque fatal que tous les partis et toutes les conceptions philosophiques cherchent à se tailler une organisation syndicale de secte.

Ce qui est inexplicable, c'est que des gens qui se réclament du syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre puissent faire œuvre de scissionnistes L'une des règles du syndicalisme c'était, au contraire, de n'admettre qu'un seul syndicat par corporation et par localité, une seule U. D., une seule Fédération, une seule C. G. T. Un seul syndicat où peuvent vivre et lutter coude à coude les ouvriers de toutes opinions et de toutes confessions pourvu qu'ils veuillent lutter contre le patronat. C'était déjà l'idée et la règle du syndicalisme de masse.

Je pense que les vieux militants des Terrassiers et des Tailleurs de pierre ne donneront pas un désaveu aux conceptions dont ils se réclament, en brisant leurs vieux syndicats.

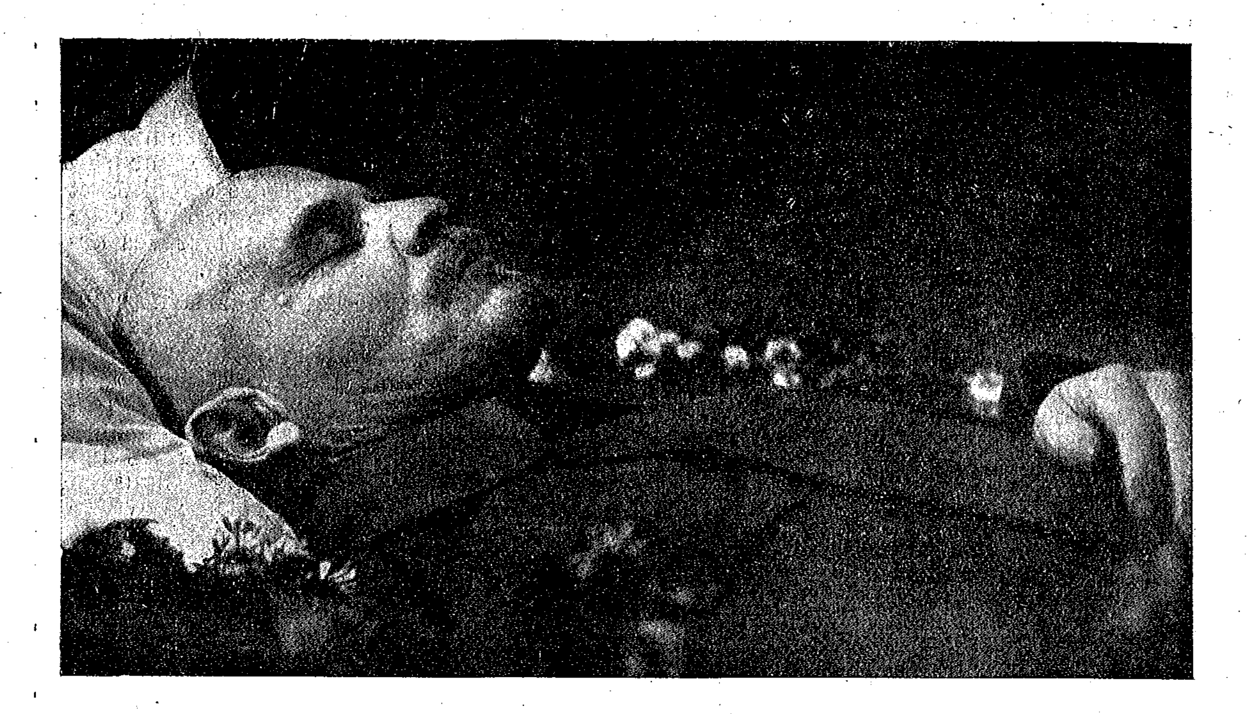
Si le mouvement de dissociation marque en France quelques soubresauts encore, il est réconfortant de constater qu'un mouvement en sens contraire s'ébranle dans les internationales. L'effort vers la réunion, au sein d'une unique Internationale syndicale, des organisations syndicales du monde entier est commencé. Les syndicats russes et les trade-unions anglaises en ont pris l'initiative. Un Comité anglo-russe d'unité syndicale internationale est formé.

Il va se heurter à des obstacles considérables. Déjà les « Talleyrand du syndicalisme », pour reprendre la piquante expression de M. Dulot. ont retroussé leurs manches, Sassenbach et Jouhaux, Oudegeest, Mertens, tous plus ou moins « attachés sociaux » de leurs gouvernements, ne peuvent admettre une reconstitution de l'unité prolétarienne internationale.

Les obstacles sont assez grands pour qu'on ne les rende pas plus énormes. C'est le faire, pourtant, que d'organiser des réunions pour l'unité syndicale avec Cachin, d'annoncer la présence de Fimmen et de Purcell à une manifestation sans avoir leur assentiment, de faire une manifestation ratée comme celle du 21 décembre.

L'unité syndicale internationale ne se refera pas sans luttes, peut-être longues. Mais l'objectif vaut la peine que l'on prendra. Il la vaut, non pas à titre de manœuvre contre des adversaires, mais pour lui-même. Ce qui a entraîné Fimmen dans sa campagne pour l'unité, c'est le spectacle d'impuissance où il a vu le mouvement syndical international en des jours graves. Remédier à cette impuissance en refaisant l'unité syndicale internationale, c'est une tâche qui doit pouvoir réunir beaucoup de militants, dans les diverses C. G. T. et dans les divers pays.

P. MONATTE.



L'anniversaire de la mort de Lénine

Il y a un an que Lénine est mort. La maladie redoutable qui s'était abattue sur lui, il l'avait dominée, il l'avait vaincue une fois. On l'avait retrouvé tel qu'on le connaissait, tenu pourtant — c'était nouveau pour lui — de compter les heures données au travail. Puis la rechute était venue, et, avec elle, une angoisse accrue. Comment se représenter la Révolution russe sans lui ? Sa seule présence, même s'il était immobile et sans voix, apportait encore ses bienfaits.

Elle maintenait en place l'édifice encore fragile qu'il avait construit.

Quand il disparut, ce fut une ruée des ouvriers vers le Parti communiste, accourant par dizaines de mille. Son action se manifestait par delà la maladie et la mort.

Nous savions bien que la place qu'il occupait était immense. Mais c'est maintenant seulement que nous pouvons en mesurer l'étendue.

Il fut à la taille du plus grand événement de l'histoire moderne, la première Révolution prolétarienne, notre Commune, dont il connaissait l'histoire mieux que nous, en apparaissant comme le prélude. Il l'avait prévu, il l'avait attendu anxieusement ; il y avait préparé la classe ouvrière. Lorsqu'il surgit, il le saisit d'une solide étreinte.

Les problèmes nouveaux, énormes et sans cesse différents que posait l'édification d'un monde nouveau sur les ruines ensanglantées de la Russie tsariste, il les abordait de front, leur donnant des solutions provisoires, les seules que comportait le moment donné, les reprenant et donnant des solutions nouvelles aussi souvent que les circonstances l'exigeaient.

Je ne l'évoque pas ainsi pour l'isoler de la masse, pour le séparer des milliers d'ouvriers et de paysans qui furent les artisans véritables de la Révolution. Ce serait mal le caractériser et d'une manière qui lui eût été odieuse. Parlant un jour devant moi de Kropotkine il dit : « C'était un tolstoïen, un pacifiste. Pourtant son Histoire de la Révolution française est un beau livre et il a bien mis en relief la part prise par le peuple. »

Non, c'est précisément parce qu'il était lié intimement à cette masse, parce qu'il la connaissait bien, qu'il savait exactement ce qu'elle voulait, parce qu'il sentait comme elle, qu'il put remplir son rôle de guide. Jamais il ne rusa avec elle ni ne consentit à la tromper au moyen d'une facile démagogie.

En octobre, comme dans d'autres circonstances critiques, quand il est impatienté par les hésitations, les résistances qui se manifestent autour de lui, il s'écrie : « Mais vous ne comprenez donc pas que les ouvriers attendent que nous agissions

et que, si nous restons passifs, nous perdrons leur confiance et ils nous balaieront. »

Un témoin bourgeois de la Révolution russe, moins borné que d'autres, a écrit que, avec ou sans Lénine, la Révolution se serait déroulée, dans l'ensemble, d'une façon identique. C'est vrai. Le déclenchement d'un tel événement n'est pas au pouvoir d'un homme. Il exige un ensemble de conditions fondamentales.

Le tsarisme, ébranlé en 1905, ne pouvait résister à la dure épreuve de la guerre impérialiste et il n'y avait pas de bourgeoisie pour prendre sa place. Il fallait passer du tsarisme au socialisme et les utopistes étaient les mencheviks qui n'avaient pas confiance dans la capacité de la classe ouvrière.

Mais précisément l'exemple de Lénine permet d'évaluer exactement ce que peut être l'apport d'un homme dans le travail collectif d'une classe.

L'an dernier, un camarade russe nous disait : « Oui, Lénine avait, dans notre Parti, une place exceptionnelle ; il disposait d'une influence prépondérante. Mais cela restera comme un cas isolé, il n'y en aura pas d'autres. »

Ce n'était là qu'un mauvais argument de polémique. Lénine n'a eu besoin de demander à personne l'autorisation de disposer d'une influence dominante.

L'influence, l'autorité, il les avait conquises par sa clairvoyance, par son travail acharné, par son courage. Elles avaient grandi avec le développement de la Révolution, parce qu'à tous les moments décisifs, parce qu'aux tournants, c'est lui qui avait vu juste, qui avait discerné les écueils et su louvoyer pour les éviter. Cette influence décisive ne s'impose pas d'en haut. Elle ne peut s'exercer que si elle est admise et reconnue par la masse qui l'accepte comme une garantie de la victoire de la Révolution, de même que la dictature du prolétariat n'est possible que si elle répond aux aspirations de la masse ouvrière et paysanne.

Au lendemain d'une guerre qui a bouleversé le monde, au milieu d'une révolution qui a anéanti l'ancien régime, quand il faut en même temps bâtir et se battre, des dangers surgissent qu'il faut conjurer sans délai. Des décisions rapides s'imposent. Dans de telles périodes, il ne peut pas y avoir d'unité préétablie. Des courants divers, parfois contradictoires, s'affrontent. Sans doute la Révolution finit toujours par trouver sa voie. Mais ce peut être au prix d'une grande déperdition de force et par un long détour. Le pouvoir d'un homme s'exerce dans ces limites. C'était celui de Lénine, bon pilote du navire révolutionnaire, en qui tous avaient confiance.

Lénine était partout, dans la lutte armée comme dans la lutte diplomatique, dans les tâches d'organisation les plus humbles et dans les conseils de direction du Parti russe et à l'Internationale ; il suivait la vie russe jusqu'au village et scrutait le monde, des grandes cités orgueilleuses d'une soi-disant civilisation aux peuples colonisés et asservis par elles. Son histoire, c'est celle de la Révolution russe dans tous ses domaines et tout son rayonnement.

Il nous a enseigné l'utilité de la manœuvre, l'art de la retraite, toute une stratégie révolutionnaire, bâtie sur l'expérience. Par son livre « l'Etat et la Révolution », il nous a réconciliés avec le marxisme, galvaudé par les gens de la Deuxième Internationale et traîné par eux dans les ministères de la bourgeoisie. Il nous a montré que, pour vaincre, la classe ouvrière avait besoin d'un parti fort, composé d'ouvriers conscients et résolus, unis entre eux par une solide doctrine sans cesse enrichie par l'expérience.

Peut-être avait-il déjà pu observer que le danger existe d'une imitation servile et inintelligente du bolchevisme, qui conduit non au bolchevisme mais à sa caricature.

En tout cas, le dernier enseignement qu'il a pu nous donner, au 4e congrès de l'I. C., fut de nous mettre en garde contre cette imitation incompréhensive et superficielle, de nous inciter à apprendre pour pouvoir « nous assimiler un bon morceau de l'expérience russe ».

L'homme que ses adversaires mencheviks ne cessaient de dénoncer comme un sectaire insupportable et borné, apparaît, jusqu'à la fin, comme l'incarnation même du réalisme révolutionnaire.

Sans doute se rendait-il compte aussi du rôle prépondérant qu'il avait joué dans son Parti et dans l'Internationale Communiste et du déséquilibre que sa disparition pourrait entraîner dans ces deux organisations. Il eut cette appréhension, et, pour éviter ce déséquilibre possible, il rédigea des recommandations que la direction de son Parti n'a pas jugé utile de communiquer au Parti russe et à l'Internationale Communiste, pas plus qu'elle n'a cru nécessaire de s'y conformer. Elle attend, vraisemblablement, pour les faire connaître à ceux à qui elles étaient destinées, d'en avoir rendu l'application possible.

Comme lorsqu'il s'agit des grands remueurs d'hommes et d'idées, mal servis par leurs disciples, devant l'avalanche de « léninisme théorique et pratique » qui nous menace, on ne peut s'empêcher de penser : S'il revenait !

A. Roemer.

Le capital américain, patron de l'Europe (1)

La prépondérance de l'Angleterre au moment de son plus grand épanouissement n'est rien en comparaison de celle dont les Etats-Unis disposent actuellement sur le reste du monde, l'Angleterre y comprise. Et c'est là la question capitale de l'histoire européenne et mondiale. Ne pas le comprendre, c'est être incapable de comprendre le prochain chapitre de notre histoire.

Ce n'est pas par l'effet du hasard que le général Dawes a franchi l'Océan, que nous sommes obligés de savoir qu'il s'appelle Dawes et qu'il a le titre de général. Il a avec lui plusieurs banquiers américains, qui examinent les papiers des gouvernements européens et déclarent : « Nous ne permettrons pas ceci, nous exigeons cela ».

Pourquoi ce ton autoritaire ?

Tout le système des réparations échouera si l'Amérique n'effectue pas le premier versement : 800 millions de marks-or pour assurer la monnaie allemande. De l'Amérique dépend la stabilisation ou la chute du franc et aussi, dans une moindre mesure, de la livre sterling. Or, le mark, le franc et la livre sterling jouent un certain rôle dans la vie des peuples.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Amérique s'est engagée entièrement et définitivement dans la voie d'une politique impérialiste mondiale active. Le revirement de sa politique remonte aux dernières années du dix-neuvième siècle. La guerre hispano-américaine a eu lieu en 1898 : les Etats-Unis se sont alors emparés de Cuba et, par là même, se sont assuré la clé du canal de Panama et, par suite, une issue dans l'Océan Pacifique, vers la Chine, vers le continent asiatique. En 1900, l'exportation des produits industriels a, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, dépassé leur importation. Et, ainsi, l'Amérique a pu entreprendre une politique mondiale active.

En 1903, l'Amérique détache de la Colombie la province de Panama, dont elle fait proclamer et reconnaître l'indépendance. Elle agit de même aux îles Hawaï et, semble-t-il, aux îles Samoa. Quand elle veut annexer un territoire étranger ou mettre un pays en tutelle, elle organise une petite révolution indigène, puis intervient pour pacifier le pays, — ce que fait maintenant Dawes pour l'Europe ruinée par la guerre, menée avec l'aide de l'Amérique. En 1903, les Etats-Unis s'assurent ainsi l'isthme de Panama, procèdent au percement du canal, dont l'achèvement, en 1920, ouvre, au sens véritable du mot, un nouveau chapitre dans l'histoire de l'Amérique et de tout le globe terrestre. Les Etats-Unis ont radicalement corrigé la géographie dans l'intérêt de l'impérialisme américain.

Comme on le sait, leur industrie est concentrée dans la partie orientale du pays, vers l'Atlantique. La partie occidentale est surtout agricole. Les Etats-Unis sont principalement attirés vers la Chine, qui a une population de 400 millions d'habitants et des richesses incalculables. Par le canal de Panama, leur industrie s'ouvre vers l'Occident une voie maritime qui leur permet une économie de plusieurs milliers de kilomètres.

Les années 1898, 1900, 1914 et 1920 sont des dates marquant les principales étapes de la voie de l'impérialisme où se sont engagés délibérément les Etats-Unis. De ces étapes, la guerre mondiale a été la plus importante. Les Etats-Unis n'y sont entrés qu'à la dernière heure, ils ont attendu trois ans avant de sortir de leur « neutralité ». Bien plus, deux mois avant leur intervention, Wilson déclarait qu'il ne pouvait être question de la participation de l'Amérique à la folie sanglante des peuples européens. Trois années durant, les Etats-Unis se sont contentés de convertir méthodiquement en dollars le sang des « fous » d'Europe. Mais, au moment où la guerre menaçait de se terminer par la victoire de l'Allemagne, leur rival le plus dangereux, les Etats-Unis sont intervenus, et c'est ce qui a décidé de l'issue de la lutte.

Réputation usurpée

Fait remarquable : c'est dans un but intéressé que l'Amérique a alimenté la guerre par son industrie; c'est dans un but intéressé qu'elle est intervenue, afin d'écraser un concurrent redoutable ; et, pourtant, elle a conservé une solide réputation de pacifisme. C'est là un des paradoxes de l'histoire, paradoxe qui n'a et n'aura rien de réjouissant pour nous. L'impérialisme américain, essentiellement brutal, impitoyable, rapace, a, grâce aux conditions spéciales de l'Amérique, la possibilité de se draper dans le manteau du pacifisme, — ce que ne peuvent faire les aventuriers impérialistes de l'Ancien Monde. Il y a à cela des raisons géographiques et historiques.

Les Etats-Unis n'ont pas eu besoin d'entretenir d'armée terrestre. Pourquoi? Parce qu'ils sont séparés par d'immenses océans de leurs rivaux. L'Angleterre est une île, et c'est là un des facteurs déterminants de son caractère, en même temps qu'un de ses principaux avantages. Les Etats-Unis sont aussi une île immense par rapport au groupe des anciennes parties du monde. L'Angleterre se protège par sa flotte. Mais, si l'on parvient à percer son front naval, il est facile de la conquérir, car elle ne représente qu'une étroite bande de terre. Mais essayez de conquérir les Etats-Unis! C'est une île qui a en même temps tous les avantages de la Russie, l'immensité du territoire. Même sans flotte, les Etats-Unis seraient presque invulnérables, par suite de leur vaste superficie. Voilà la raison géographique essen-

(1) Extrait d'un discours prononcé à Moscou, le 28 juillet 1924, devant une assemblée convoquée par la Société des Amis de la Faculté des Sciences.

tielle qui leur a permis de s'affubler de ce masque de pacifisme. En effet, contrairement à l'Europe et aux autres pays, l'Amérique, jusqu'à présent, n'avait pas d'armée. Et si elle vient d'en créer une, c'est qu'on l'y a forcée. Qui l'y a forcée? Les barbares, le kaiser, les impérialistes allemands.

C'est dans l'histoire qu'il faut chercher la seconde raison de la réputation de pacifisme des Etats-Unis. Ces derniers sont intervenus sur l'arène mondiale, alors que le globe terrestre tout entier était déjà conquis, partagé et opprimé. C'est pourquoi l'avance impérialiste des Etats-Unis s'effectue sous les mots d'ordre : « Liberté des mers », « Portes ouvertes », etc., etc. Aussi, quand l'Amérique est obligée d'accomplir ouvertement une canaillerie militariste, la responsabilité aux yeux de la population et, dans une certaine mesure, de l'humanité tout entière, en incombe uniquement aux citoyens retardataires du reste du monde.

Wilson a aidé à achever l'Allemagne, puis il est arrivé en Europe armé de ses quatorze points, où il promettait le bonheur général, la paix universelle, le châtiment du kaiser criminel, proclamait le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, le règne de la justice, etc. Et, durant de longs mois, les petits-bourgeois et même une grande partie des ouvriers européens crurent en l'évangile de Wilson. Représentant du capital américain, qui s'était souillé de sang en attisant la guerre européenne, ce professeur de province apparut en Europe comme l'apôtre du pacifisme et de la réconciliation.Et tous disaient : Wilson donnera la paix. Wilson restaurera l'Europe. Mais Wilson ne réussit pas du premier coup à obtenir ce qu'est venu maintenant réaliser le général Dawes avec son escorte de banquiers et, froissé, il tourna le dos à l'Europe et rentra chez lui. Quelles ne furent pas alors les clameurs des démocrates-pacifistes et des social-démocrates contre la folie de la bourgeoisie européenne, qui n'avait pas voulu s'entendre avec Wilson et n'avait pas su réaliser la pacification et le bonheur de l'Europe !

L. TROTSKY

L'Europe en tutelle

Wilson fut écarté. Le parti républicain vint au pouvoir. L'Amérique traversa alors une période de prospérité commerciale et industrielle basée presque uniquement sur le marché intérieur, c'est-à-dire sur un équilibre temporaire entre l'industrie et l'agriculture, entre l'Est et l'Ouest du pays. Cette prospérité ne dura que deux ans : elle prit fin en 1923. Mais, depuis le printemps dernier, il s'est manifesté des indices indubitables d'une crise commerciale et industrielle, précédée d'ailleurs par une forte crise agraire qui a frappé cruellement les régions agricoles du pays. Et, comme toujours, cette crise a donné à l'impérialisme une nouvelle impulsion vivifiante. Le capital financier des Etats-Unis a expédié ses représentants en Europe pour parachever l'œuvre commencée pendant la guerre impérialiste et continuée par la paix de Versailles, c'est-à-dire la mise en tutelle économique de l'Europe.

Que veut le capital américain ? A quoi tend-il ? Il cherche, dit-on, la stabilité. Il veut rétablir le marché européen dans son intérêt, il veut rendre à l'Europe sa capacité d'achat. De quelle façon ? Dans quelles limites ? En effet, le capital américain ne peut vouloir se faire de l'Europe un concurrent. Il ne peut admettre que l'Angleterre, et à plus forte raison l'Allemagne et la France, recouvrent leurs marchés mondiaux, parce que lui-même il est à l'étroit, parce qu'il exporte des produits et s'exporte lui-même. Il vise à la maîtrise du monde, il veut instaurer la suprématie de l'Amérique sur notre planète.

Que doit-il faire à l'égard de l'Europe ? Il doit, dit-on, la pacifier. Comment ? Sous son hégémonie. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il doit permettre à l'Europe de se relever, mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des secteurs déterminés, restreints du marché mondial. Le capital américain commande maintenant aux diplomates. Il se prépare à commander également aux banques et aux trusts européens, à toute la bourgeoisie européenne. C'est ce à quoi il tend. Il assignera aux financiers et aux industriels européens des secteurs du marché tracés par lui. Il réglera leur activité. En un mot, il veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit, lui indiquer combien de tonnes, de litres ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d'acheter et de vendre.

Déjà, dans les thèses soumises au 3e Congrès de l'I. C., nous écrivions que l'Europe est balkanisée. Cette balkanisation se poursuit maintenant. Les Etats des Balkans ont toujours eu des protecteurs dans la personne de la Russie

tsariste ou de l'Autriche-Hongrie, qui leur imposaient à l'occasion de changer leur politique, leurs gouvernants ou même leurs dynasties (Serbie). Maintenant, l'Europe se trouve dans une situation analogue à l'égard des Etats-Unis et en partie de la Grande-Bretagne. Au fur et à mesure que se développeront leurs antagonismes, les gouvernements européens iront chercher aide et protection à Washington ou à Londres; le changement des partis et des gouvernements sera déterminé en dernière analyse par la volonté du capital américain, qui indiquera à l'Europe combien elle doit boire et manger....

Le rationnement, nous le savons par expérience, n'est pas toujours très agréable. Or, la ration strictement limitée qu'établiront les Américains pour les peuples d'Europe s'appliquera également aux classes dominantes non seulement d'Allemagne et de France, mais aussi, finalement, de Grande-Bretagne. L'Angleterre doit envisager cette éventualité. Mais maintenant l'Amérique, dit-on, marche avec l'Angleterre ; il s'est formé un bloc anglo-saxon, il existe un capital anglo-saxon, une politique anglo-saxonne ; l'antagonisme essentiel du monde est celui qui divise l'Amérique et le Japon. Parler ainsi, c'est montrer son incompréhension de la situation. L'antagonisme capital du monde est l'antagonisme anglo-américain. C'est ce que montrera de plus en plus nettement l'avenir.

Les social-démocrates se préparent

Mais avant d'aborder cette question importante, examinons quel est le rôle que réserve le capital américain aux radicaux et aux mencheviks européens, à la social-démocratie, dans cette Europe qui va être réduite à la portion congrue.

La social-démocratie est chargée de préparer cette nouvelle situation, c'est-à-dire d'aider politiquement le capital américain à rationner l'Europe. Que fait, en effet, en ce moment, la social-démocratie allemande et française ? Que font les socialistes de toute l'Europe ? Ils s'éduquent et s'efforcent d'éduquer les masses ouvrières dans la religion de l'américanisme ; autrement dit, ils font de l'américanisme, du rôle du capital américain en Europe, une nouvelle religion politique. Ils s'efforcent de persuader les masses laborieuses que, sans le capital américain, essentiellement pacificateur, sans les emprunts de l'Amérique, l'Europe ne pourra tenir le coup. Ils font opposition à leur bourgeoisie, comme c'est le cas des social-patriotes allemands, non pas du point de vue de la révolution prolétarienne, non pas même pour obtenir des réformes, mais pour montrer que cette bourgeoisie est intolérable, égoïste, chauvine et incapable de s'entendre avec le capital américain pacifiste, humanitaire, démocratique. C'est là la question fondamentale de la vie politique de l'Europe et particulièrement de l'Allemagne. En d'autres termes, la *social-démocratie européenne devient actuellement l'agent politique du capital américain.*

Est-ce là un fait inattendu ? Non, car la social-démocratie, qui était l'agent de la bourgeoisie, devait fatalement, dans sa dégénérescence politique, devenir l'agent de la bourgeoisie la plus forte, la plus puissante, la bourgeoisie de toutes les bourgeoisies, c'est-à-dire de la bourgeoisie américaine. Comme le capital américain assume la tâche d'unifier, de pacifier l'Europe, de lui apprendre à résoudre la question des réparations et les autres et qu'il tient les cordons de la bourse, la dépendance de la social-démocratie à l'égard de la bourgeoisie allemande en Allemagne, de la bourgeoisie française en France, devient de plus en plus une dépendance à l'égard du maître de ces bourgeoisies. Le capital américain est maintenant le patron de l'Europe. Et il est naturel que la social-démocratie tombe politiquement sous la dépendance du patron de ses patrons. C'est là le fait essentiel pour l'intelligence de la situation actuelle et de la politique de la IIe Internationale. Ne pas s'en rendre compte, c'est ne pouvoir comprendre les événements d'aujourd'hui et de demain, c'est ne voir que la surface des choses et se satisfaire de phrases vagues.

La social-démocratie prépare le terrain au capital américain, se fait son héraut, parle de son rôle salutaire, lui fraye la voie, l'accompagne de ses vœux, le glorifie. Ce n'est pas là un travail de peu d'importance. Auparavant, l'impérialisme se faisait frayer la voie par des missionnaires, que les sauvages ordinairement fusillaient, parfois même dévoraient. Pour venger leur mort, on expédiait alors des troupes, puis des marchands et des administrateurs.

Pour coloniser l'Europe, pour en faire son dominion, le capital américain n'a pas besoin d'y expédier des missionnaires. Sur place, il y a déjà un parti dont la tâche est de prêcher aux peuples l'évangile de Wilson, l'évangile de Coolidge, l'Ecriture Sainte des Bourses de New-York et de Chicago. C'est en cela que consiste la mission actuelle du menchevisme européen. Mais, service pour service ! Les mencheviks retirent de leur dévouement de nombreux avantages. Ainsi, tout dernièrement, pendant les périodes de guerre civile aiguë, la social-démocratie allemande a dû assumer la défense armée de sa bourgeoisie, de cette même bourgeoisie qui marchait la main dans la main avec les fascistes. Noske, en effet, est une figure symbolique de la politique d'après-guerre de la social-démocratie allemande.

Aujourd'hui, cette dernière a un rôle tout autre : elle peut se permettre le luxe de faire de l'opposition. Elle critique sa bourgeoisie et, par là, met une certaine distance entre elle et les partis du capital. Comment la critique-t-elle ? « Tu es égoïste, intéressée, stupide, malfaisante, lui dit-elle ; mais, par delà l'Atlantique, il y a une bourgeoisie riche et puissante, humanitaire, réformiste, pacifiste, qui de nouveau vient à nous, qui veut nous donner 800 millions de marks pour restaurer notre monnaie et tu te dresses sur tes ergots, tu oses te rebiffer contre elle quand tu as plongé notre patrie dans la misère. Nous te démasquerons impitoyablement devant les masses populaires allemandes. » Et cela, elle le dit d'un ton presque révolutionnaire, en défendant la bourgeoisie américaine.

Arguments décisifs

Il en est de même en France. Evidemment, comme la situation politique y est plus favorable et que le franc n'est pas encore trop déprécié, la social-démocraie y joue son rôle en sourdine, mais en réalité elle fait exactement la même chose que la social-démocratie alle-

mande. Le parti de Léon Blum, Renaudel, Jean Longuet porte entièrement la responsabilité de la paix de Versailles et de l'occupation de la Ruhr. En effet, il est incontestable que le gouvernement Herriot, soutenu par les socialistes, est pour le maintien de l'occupation de la Ruhr. Mais, à présent, les socialistes français ont la possibilité de dire à leur allié Herriot : « Les Américains exigent que vous évacuiez la Ruhr à certaines conditions ; faites-le; maintenant, nous aussi, nous l'exigeons. »

Ils l'exigent, non pas pour manifester la volonté et la force du prolétariat français, mais pour subordonner la bourgeoisie française à la bourgeoisie américaine. N'oubliez pas, en outre, que la bourgeoisie française doit 3 milliards 700 millions de dollars à la bourgeoisie américaine. C'est là une somme importante. L'Amérique peut, quand elle le voudra, faire dégringoler le franc. Certes, elle ne le fera pas; elle est venue en Europe pour y instaurer l'ordre et non pas pour accumuler des ruines. Elle ne le fera pas; mais elle pourra le faire, si elle le veut. Tout dépend d'elle. C'est pourquoi, devant cette dette énorme, les arguments des Renaudel, Blum et consorts paraissent assez convaincants à la bourgeoisie française.

En même temps, la social-démocratie en Allemagne, en France et ailleurs, obtient la possibilité de s'opposer à sa bourgeoisie, de mener sur des questions concrètes une politique « d'opposition », et, par là même, de gagner la confiance d'une certaine partie de la classe ouvrière.

Bien plus, les partis mencheviks des différents pays de l'Europe ont maintenant certaines possibilités d' « actions » communes. Maintenant déjà, la social-démocratie européenne représente une organisation assez unie. C'est là en quelque sorte un fait nouveau. En effet, depuis dix ans, depuis le début de la guerre impérialiste, elle n'avait pu intervenir en bloc. Maintenant, elle le peut et les mencheviks interviennent pour soutenir en chœur l'Amérique, son programme, ses revendications, son pacifisme, sa grande mission. Aussi la IIe Internationale, ce demi-cadavre, se galvanise-t-il quelque peu. De même que l'Internationale d'Amsterdam, elle se restaure. Certes, elle ne sera pas ce qu'elle était avant la guerre. Elle n'aura plus sa force d'autrefois; il est impossible de ressusciter le passé et de rayer de l'histoire l'Internationale Communiste. Il est impossible d'effacer la guerre impérialiste, qui a été un coup terrible pour la IIe Internationale. Néanmoins, cette dernière s'efforce de se remonter, de se remettre debout, de marcher avec les béquilles américaines.

Pendant la guerre impérialiste, les social-démocraties allemande et française étaient ouvertement liées à leurs bourgeoisies respectives. Pouvait-il y avoir une Internationale quand les différents partis se combattaient, s'accusaient, se vilipendaient les uns les autres ? Il n'y avait aucune possibilité de revêtir le masque de l'internationalisme. Au moment de la conclusion de la paix, il en était de même. Versailles ne fut que la fixation des résultats de la guerre impérialiste dans les documents diplomatiques. Y avait-il place alors pour la solidarité ? Certes, non. Dans la période d'occupation de la Ruhr, il en était de même. Mais maintenant, le capital américain vient en Europe et déclare : Peuples, voilà un plan de réparations ; messieurs les mencheviks, voilà un programme. Et ce programme, la social-démocratie l'accepte comme base de son activité. Ce nouveau programme unifie les social-démocraties française, allemande, anglaise, hollandaise, suisse. En effet, chaque petit-bourgeois suisse espère que sa patrie pourra vendre plus de montres quand les Américains auront rétabli l'ordre et la paix en Europe. Et toute la petite bourgeoisie, qui s'exprime par la social-démocratie, retrouve son unité spirituelle dans le programme de l'américanisme. En d'autres termes, la IIe Internationale a maintenant un programme d'unification : celui que le général Dawes lui a apporté de Washington.

De nouveau, le même paradoxe : quand le capitalisme américain intervient pour une œuvre de rapine, il a l'entière possibilité de le faire en se faisant passer pour un réorganisateur, un pacificateur, un réalisateur des aspirations humanitaires, tout en créant pour la social-démocratie une plate-forme incomparablement plus avantageuse que la plate-forme nationale qu'adoptait hier cette dernière. La bourgeoisie nationale est là, tout le monde peut la voir, tandis que le capital américain est éloigné, il est difficile de connaître ses affaires, qui ne sont pas toujours des plus propres ; mais en Europe, il intervient en qualité de pacificateur; sa puissance colossale, sans précédent dans l'histoire, sa richesse surtout, en imposent aux petits-bourgeois, aux social-démocrates.

Je vous dirai en passant que durant cette dernière année j'ai été obligé, par mes fonctions, d'avoir des entretiens avec quelques sénateurs américains des partis républicains et démocrates. Extérieurement, ce sont des provinciaux. Je ne suis pas sûr qu'ils connaissent la géographie de l'Europe, je croirais plutôt que non, mais quand ils parlent politique, ils s'expriment ainsi : « J'ai dit à Poincaré », « J'ai fait remarquer à Curzon », « J'ai expliqué à Mussolini ». En Europe, ils se sentent comme en pays conquis. Un fabricant enrichi de lait condensé, de conserves ou autres produits, parle sur un ton protecteur des politiciens bourgeois les plus influents de l'Europe. Il prévoit qu'il sera bientôt le maître, il se sent déjà le maître. Et c'est pourquoi les calculs de la bourgeoisie anglaise, qui espère conserver son rôle dirigeant, seront déjoués.

Léon TROTSKY.

UNE GRÈVE DE LA "MISÈRE"

La victoire des sardinières de Douarnenez

Douarnenez, le 17 décembre.

Un journal parisien a dit de la grève de Douarnenez, qu'elle était « *la grève de la misère* ». Rien de plus juste.

Quoi qu'en disent les patrons et les journaux à leur solde, la grève des sardinières et des manœuvres d'usines est purement économique. C'est la vie chère qui a poussé les ouvriers à la grève; ce sont les privations qu'ils endurent depuis des mois et des mois qui les ont faits sortir de l'usine.

Quand on voit leurs misérables salaires, on se demande comment ils ont pu attendre si longtemps sans réclamer les quelques sous supplémentaires qui leur permettront non pas de nourrir convenablement leur famille, mais simplement de diminuer un peu leur misère.

Grève révolutionnaire et communiste, quel mensonge du patronat ! Il est vrai qu'il en a l'habitude.

Cette grève n'a qu'une seule et unique cause: les salaires dérisoires ; et qu'un but : l'augmentation de ces salaires. Les ouvrières qui touchent actuellement 0 fr. 80 de l'heure, demandent 1 fr. 25 et les manœuvres qui sont à 1 fr. 30 veulent 1 fr. 75.

Situation des ouvrières des usines de conserves

0 fr. 80 de l'heure. Quelle dérision, surtout quand on connaît le travail que ces ouvrières doivent fournir en période de pêche.

Voici ce que j'écrivais à ce sujet en février dernier dans l'*Ecole Emancipée* :

« Dans les usines de conserves de la côte bretonne, la plus grande partie du travail — nettoyage du poisson, cuisson, mise en boîte, huilage, vérification des boîtes, etc., est faite par des femmes. Lorsque, en été, les touristes se promènent le long des plages, ils prennent souvent plaisir à s'arrêter devant les usines pour entendre les femmes chanter et certains d'entre eux trouvent cela bien gai. Mais ils ne savent pas que les femmes chantent pour rompre la monotonie du travail et surtout pour éloigner le sommeil ; ils ne se doutent pas que parfois à minuit, une heure, deux heures du matin, les sardinières sont encore à la besogne, les paupières battantes, les jambes lasses, les reins brisés et qu'après quelques petites heures de repos, elles devront revenir à l'usine sans avoir à peine eu le temps d'embrasser leurs enfants, sans avoir vu leur mari revenu de la pêche la veille et reparti dans la soirée.

Le travail le plus dur est celui des cuiseuses. *Toujours debout*, toute la journée le visage au-dessus de l'eau ou de l'huile en *ébullition*, elles doivent, l'attention toujours en éveil, plonger continuellement de lourds grils chargés de poissons dans de grandes bassines remplies de liquide bouillant.

Et j'en connais qui, les jambes enflées par la station debout et ne pouvant plus marcher, furent reconduites chez elles en voiture.

Pour ce travail éreintant, travail de bête de somme, ces pauvres ouvrières touchent à Douarnenez, la somme fabuleuse de 0 fr. 90 — dix-huit sous — de l'heure. Les sardinières les plus nombreuses, qui font les autres travaux, ont 0 fr. 80.

En pleine pêche, les ouvrières rentrées chez elles à minuit ou une heure doivent être de nouveau au travail à 7 ou 8 heures du matin, rester toute la journée et encore une partie de la nuit suivante à l'usine et cela pendant plusieurs jours et souvent plusieurs semaines de suite.

Le poisson pêché et porté à l'usine n'attend pas et il faut 15, 16, 17 heures de travail par jour. Les femmes n'ont alors que 7 ou 8 heures de repos sur lesquelles elles prennent le temps de se rendre à la maison, de préparer les repas et de soigner (! ! !) les enfants en trois quarts d'heure ou une heure.

On cite dans les ports de pêche les usines qui travaillent le plus et l'on dit : « Les femmes de chez M. X. ont eu 90 fr., 100 fr. à leur semaine ». Et tous les chiens de garde de la bourgeoisie de s'écrier : « Tout de même, quel beau gain pour des femmes. »

Eh oui ! c'est beau ; mais songez un peu à ce que ce gain, insuffisant pour vivre, représente de travail : 100 francs à la semaine, c'est 125 heures de travail, c'est 18 heures par jour pendant 7 jours. Reste 6 heures pour dormir et manger. Ces chiffres sont rigoureusement exacts.

Naturellement, pendant toute la saison, le travail n'est pas aussi intensif ; qui résisterait à un pareil surmenage ? Cependant, dans une usine, en décembre dernier, moment où la pêche est loin d'être abondante, les femmes ont fait 80 heures de travail en 5 jours et cela les unes pour 64 fr., les autres pour 72 francs.

Pour compléter ce tableau, nous devons ajouter que les heures de nuit ne sont payées que 0 fr. 80 comme celles de jour et que le temps passé à l'usine à attendre l'arrivée du poisson, la fin du salage, du séchage (si le poisson est séché au soleil), ou le refroidissement du poisson après la cuisson, n'est pas payé (1).

Dans les autres ports, même situation, mêmes conditions de travail. A Audierne, Guilvinec, Penmarch, etc., les salaires sont encore plus dérisoires : 0 fr. 70 de l'heure, et à Concarneau, où les ouvrières travaillent à la tâche, au mille (sardine) ou à l'unité (thon), tout

(1) Dans les usines, assez rares, où le travail est bien organisé, le temps perdu ainsi dans l'attente est insignifiant.

compte fait, elles ne gagnent pas beaucoup plus qu'à Douarnenez. L'exploitation est aussi éhontée. Les femmes n'ont aucun moyen pour contrôler exactement la quantité de poisson travaillé et le tripotage est si facile !

Les manœuvres d'usines

La situation de ces travailleurs, occupés à l'emballage, au camionnage, aux machines, etc., est encore plus triste.

Pères de famille pour la plupart, ils doivent faire vivre leur nichée avec des salaires variant de 10 à 12 francs par jour. Aussi, pour augmenter leur maigre pitance, sont-ils obligés de faire de nombreuses heures supplémentaires de nuit payées, toujours à Douarnenez, au tarif de 1 fr. 30.

Il faut les voir sortir des usines, la figure pâle et amaigrie par les privations et manger à midi (le repas du soir est aussi maigre) la soupe et le bout de pain apportés par le petit garçon ou la femme, car beaucoup habitent dans les communes environnantes, pour se faire une idée de la misère qui règne chez ces travailleurs qui ne gagnent jamais de quoi vivre convenablement.

A Audierne et dans les autres petits ports, la vie des manœuvres qui *ne gagnent qu'un franc de l'heure est tout aussi misérable.*

Pas d'organisation syndicale

Pour se défendre et arracher aux patrons un peu de mieux-être, les ouvriers et ouvrières d'usine des ports bretons n'ont aucune organisation syndicale. Ces travailleurs, avant la grève, n'avaient pas encore compris l'utilité du syndicat. Les quelques essais d'organisation d'avant-guerre n'ont pas tenu dans la tourmente et il y a un mois il n'existait aucun syndicat d'ouvrières, aucun syndicat de manœuvres et les syndicats de marins pêcheurs n'avaient que des effectifs squelettiques.

Nous savons bien que chez un grand nombre de travailleurs des ports, chez les marins en particulier, il existe un esprit de révolte bien marqué, et qu'en cas de conflit avec les usiniers ou mareyeurs, ils seront tous prêts à la lutte et viendront au syndicat, mais le conflit terminé, chacun reprend la mer ou l'usine et oublie la cotisation qu'il faut verser.

Peut-être que les conditions de travail des marins-pêcheurs expliquent en partie cela : difficulté de trouver un secrétaire qui soit toujours au port, difficulté de réunir et de toucher les adhérents pendant la saison de pêche, surtout si le poisson donne bien dans un autre port, chômage d'hiver, mais cependant je crois qu'un *effort continu* fait par les organisations centrales donnerait des résultats.

Pour les ouvrières et manœuvres, encore dans certains ports sous la coupe des curés, on peut dire qu'ils *renaissent* à la vie syndicale. Je dis « renaissent », car quoi qu'en disent certains journaux parisiens, il y a eu dans le passé des grèves importantes de sardinières. Il faudra sans doute plusieurs mouvements, plusieurs batailles de classe encore, pour bien faire comprendre à la majorité de ces travailleurs la nécessité de se grouper solidement dans le syndicat et les buts du syndicalisme.

Le patronat, lui, est organisé

Si les ouvriers, femmes et hommes, ne connaissaient pas le chemin du syndicat, par contre, les patrons des usines de conserves étaient fortement organisés. Forts de l'indifférence ouvrière et soutenus par les curés qui malheureusement jouissent encore d'une grande influence dans les ports bretons, ils règnent en maîtres dans les usines et ne donnent une demi-liberté aux ouvrières que contraints, la main-d'œuvre féminine faisant souvent défaut pendant la saison de pêche.

Ce sont, pour la plupart, des patrons de « droit divin ». Ils ne veulent ni reconnaître les syndicats qui ne sont pas sous leur coupe, ni discuter avec un Comité de grève composé de délégués non choisis par eux.

Ils sont d'autant plus forts qu'ils possèdent de nombreuses usines sur toute la côte bretonne et vendéenne. Si l'une des usines chôme — manque de poisson ou grève — les autres travaillent à plein rendement et les marchés passés sont quand même exécutés. Cette situation leur permet d'attendre sans trop de gêne — tout au moins pour les « gros » — des jours meilleurs. Il n'en est pas tout à fait de même des petits patrons qui ne possèdent qu'une seule usine (4 ou 5 à Douarnenez). Ceux-ci sont handicapés. Si leur usine ne travaille pas, il leur est très difficile de livrer à la date fixée les commandes faites ; aussi, sont-ils parfois moins intransigeants.

Douarnenez a 21 usines de conserves, toutes en grève. On y travaille surtout le poisson : sardine, thon, maquereau, sprat. Une dizaine d'usines font en plus des conserves de petits pois.

On peut classer ces usines en trois catégories :

1° Les plus grosses maisons : *Amieux*, : 14 usines d'alimentation : poisson, légumes, confitures, chocolat, etc., dans différents ports de la côte de l'Atlantique ; *Béziers* : les frères Béziers possèdent 11 usines, dont 6 dans le Finistère : poisson, légumes, confitures. A Douarnenez, Béziers a aussi une fabrique de boîtes vides. *Saupiquet* (10 usines).

2° D'autres ont plusieurs usines sur la côte ou dans le pays (de 6 à 2) : Chemin, Dandicolle et Gaudin, Eugène Jacq, Azéma et Farnan, Lejeune, Compagnie Générale, Pennanros (cadet), G. Doré, Poriel, Roussel, Chancerelle Charles, Chancerelle Pierre, Chancerelle Robert.

3° Enfin, les cinq patrons suivants ne possèdent que leur usine de Douarnenez : Quéro, Guy, Lotzachmeur, Parmentier, Pennamen. Ce sont eux qui souffrent le plus de la grève.

A ces usines, ajoutons les deux fabriques de boîtes vides : Ramp (nombreuses actions possédées par la famille Chancerelle) et Carnaud, des forges de Basse-Indre, affilié vraisemblablement au Comité des Forges ; et la biscuiterie de Bretagne, en grève également, où tous les fabricants de conserves et les mercantis douarnenistes ont des actions.

L'âme de la résistance patronale est M. Béziers, président de la Chambre patronale. Homme dur et froid, au visage amaigri, dont le masque respire une impressionnante impassibilité ; il s'entend à merveille pour l'exploitation de son industrie.

Toujours maître de lui, M. Béziers parle lentement, surtout quand il traite une grosse affaire ; tous ses mots sont pesés et il sait bien, dit-on, à la manière du père Grandet, arracher aux divers courtiers les plus fortes remises.

Né dans la conserve, il suit les méthodes de son père, qui s'est rapidement enrichi, et malgré des dehors frustes, il possède un capital immense sans cesse accru.

« Soyez brefs, déclare-t-il aux clients qui l'approchent ; nos instants et les vôtres sont précieux ». Et ceci dépeint l'homme dont le principal souci semble être d'accumuler sans arrêt. Et nous ajoutons que la manie de thésauriser aussi bien que la crainte des temps futurs ont fait de ce patron un neurasthénique aigu.

Une très grande partie de son avoir, aux dires des mieux renseignés, consiste en biens immobiliers, dont le lot formidable vient de s'accroître de la propriété du prince Murat à Callac (Côtes-du-Nord) qu'il a récemment acquise.

Et voilà l'homme qui ose affirmer que les salaires de 0 fr. 80 et 1 fr. 30 de l'heure « permettent aux ouvriers d'avoir un niveau de vie normal ».

La Grève s'ébranle

Avant la grève, et depuis quelques semaines, il y avait déjà une certaine effervescence dans les usines ; des grèves partielles éclatèrent fin octobre, début de novembre.

Ce sont d'abord les mécaniciens de l'usine Ramp (boîtes vides). Après trois jours de grève, ils rentrent avec 0 fr. 10 d'augmentation de l'heure. Ensuite, les manœuvres de l'usine Roussel s'agitent et réclament 1 fr.50 de l'heure. Un groupe d'ouvrières de l'usine Béziers suit et demande une augmentation de salaires. Quatre d'entre elles sont remerciées.

Puis c'est la grève locale. Elle éclate le vendredi 21 novembre. Le personnel de l'usine Carnaud — fabrique de boîtes vides — sort le premier et réclame 1 franc de l'heure pour les ouvrières et 1 fr. 50 pour les manœuvres. Le samedi, l'autre usine métallurgique entre dans le mouvement, bientôt suivie de la biscuiterie, de la filature et de toutes les usines de conserves.

Le mardi 25, la grève est générale. 2.200 grévistes sont dans la rue.

Dans quelques usines de conserves, les ouvrières sont sorties, laissant du poisson non travaillé sur les tables. D'où fureur patronale. Remarquons tout d'abord que ce poisson ne fut pas perdu. Les rares employés restés à l'usine (commises, acheteuses, gérant, patrons même) le travaillèrent.

Si les patrons se plaignent, tant pis. Les ouvrières se sont défendues en employant le seul moyen qu'elles possédaient : la grève. Et comme il n'existait pas de syndicat, la grève n'a pu être préparée et le mouvement ne pouvait être que spontané, comme il l'a été.

Au début de la grève, le manque d'organisation syndicale se fait sentir ; il y a un peu de flottement. Tout le monde n'est pas d'accord sur les revendications. Puis le mouvement se discipline. Avec l'aide des camarades Lucie Colliard, Simonin, délégués de la C.G.T.U., et Tillon, de l'Union Régionale, un Comité de grève s'organise et le cahier de revendications est établi.

Le voici :

Usines de conserves

	Tarif actuel	Tarif demandé		Sur travail actuel	Tarif demandé
Sertisseurs, prix de l'heure	1 45	1 90			
Manœuvres —	1 30	1 75			
Femmes sardinières.. —	0 80	1 25			
Fabrication de boîtes vides					
Femmes.............	0 70	1 20			
Montage.. (prix du mille)	3 10	4 50			
Boîtes de pois —	5 »	6 50			
Bordeuses —	1 60	2 25			
				le mille au-dessus de 8.000	
Caoutchouteuses, heure	0 80	1 25	minimum de 8,000 par jour	0 30	0 60
Presses......... —	0 85	1 30		0 30	0 60
Répareuses...... —	0 95	1 35			
Mousses........ —	0 60	0 75			

Mensonges patronaux

Dans la première semaine de grève, le juge de paix tâche, mais en vain, d'arranger le conflit. Les patrons ne veulent rien entendre, sous prétexte que les camarades qui dirigent le mouvement ne leur plaisent pas. Ils répondent au juge en disant que :

1° La grève n'est pas économique, c'est une grève politique, révolutionnaire et communiste,

2° Les ouvriers n'ont pas respecté le contrat de travail signé le 8 février 24 qui prévoyait la revision des salaires à dates fixes ;

3° Ils sont décidés à donner 0 fr. 90 de l'heure aux ouvrières et 1 fr. 40 aux manœuvres, à *partir du* 1er *janvier* 1925 et que cette décision est nette et irrévocable.

Les premiers pourparlers s'arrêtent là.

Avant de continuer, examinons un peu cette lettre.

a) Grève révolutionnaire. Mensonge. Inutile de s'appesantir. Si réclamer 1 fr. 25 et 1 fr. 75 de l'heure, quand on ne gagne que 0 fr. 80 et 1 fr. 30, c'est vouloir faire la Révolution, les patrons se trompent et pas d'un peu. Ce mauvais prétexte est d'ailleurs servi par le patronat dans toutes les grèves.

b) Le contrat du 8 février n'a été signé que par un patron. M. Ramp. *Il ne concerne qu'une fabrique de boîtes vides.* Il ne lie en rien le personnel des usines de conserve qui n'ont aucun contrat. les patrons veulent tout simplement essayer de tromper la population en faisant croire que ce contrat était applicable à leurs usines. De plus, l'article 3 qui prévoyait la revision des salaires n'a jamais été appliqué. Le patron se gardait bien de faire honneur à sa signature.

c) L'augmentation prévue. Deux sous et au 1er janvier seulement. N'est-ce pas vraiment se moquer des travailleurs de Douarnenez ? Alors qu'à Concarneau, pour le travail des petits pois, payé à l'heure, les femmes ont eu à la saison dernière 1 fr. 15, les mêmes patrons offrent généreusement aux ouvrières douarne-

nistes 0 fr. 90 pour le même travail. Un coup d'œil sur les salaires payés à l'usine Dandicolle et Gaudin, de Bannalec (conserves de légumes) — cette maison a aussi une usine à Douarnenez — suffira pour démontrer la mauvaise foi et l'intransigeance patronale.

A Banalec, les manœuvres hommes touchent 1 fr. 75 de l'heure ; les ouvrières femmes ont 1 fr. 20 et les jeunes filles 1 franc.

Donc, si la maison Dandicolle et Gaudin peut donner à Bannalec 1 fr. 75 et 1 fr. 20, elle peut, et les autres patrons peuvent, donner ces *mêmes salaires à Douarnenez.*

Nous devons dire que pendant les quinze premiers jours de grève, tout se passe dans le calme. Tous les jours, les grévistes se réunissent dans un jardin communal ; les manifestations, suivies par de nombreux pêcheurs, parcourent la ville sans incident et le soir, sous les halles, toute la population travailleuse de Douarnenez se trouve réunie.

En ville, pas ou peu de gendarmes. On ne les voit pas. Ils restent à Ploaré, commune avoisinante et ne descendent pas.

Dès la première semaine, on se préoccupe également des secours. Des souscriptions sont faites en ville et les gros sous des organisations commencent à arriver. Des soupes communistes sont installées dans les locaux de la Cantine scolaire mis à la disposition des grévistes par la municipalité et fonctionnent tous les jours à midi.

Incident grossi

Jeudi 4 décembre. Le premier incident de la grève grossi, grossièrement déformé et exagéré par la presse a eu lieu ce jour-là. Témoin, je vais tâcher de le raconter sobrement.

Le matin, vers 10 heures, les grévistes arrêtent en ville un camion transportant à la gare des caisses de sardines. Le camion fait demi-tour, mais revient une heure après, encadré de gendarmes à cheval. Les grévistes, massés à l'entrée du pont qui conduit à la gare, l'arrêtent encore. Les gendarmes entrent brutalement dans la foule, mais ne réussissent pas à ouvrir un passage. Au moment où les gendarmes, furieux de se voir opposer une résistance, s'élancent à nouveau, le maire Le Flanchec et Henriet, député communiste, arrivent sur les lieux et se mettent entre la foule et les chevaux. Je dois dire que le maire fit tout son devoir. En essayant d'arrêter les gendarmes, qui sont revenus plusieurs fois à la charge, il a réussi à éviter une bagarre qui aurait pu devenir sanglante. Le sang n'a pas coulé, comme on l'a affirmé. Seule une jeune fille non gréviste, qui se trouvait sur le trottoir, a été renversée par un cheval et blessée à la jambe.

Vers 11 h. 30, tout était terminé. Le camion ne passa pas et les gendarmes rebroussèrent chemin sous les huées des grévistes et de la population massée en cet endroit.

A la suite de ce petit incident, les patrouilles de gendarmes à cheval font leur apparition en ville. Elles ne circuleront que pendant 2 ou 3 jours. La garde des usines sera assurée sans provocation par des patrouilles de gendarmes à pied.

Le vendredi 5, le préfet du Finistère, après les rapports du capitaine de gendarmerie et des policiers, suspend Le Flanchec, qui, je le répète, n'a fait que son devoir de maire et de militant. Le soir, meeting encore plus important que les précédents, où les camarades déjà cités et D. Renoult, de l'*Humanité*, tirent les conclusions des incidents de la veille et du jour.

Après le jeudi 4, les secours affluent en plus grand nombre et le dimanche 7, il est décidé de faire fonctionner en plus grand les soupes communistes. Un autre local municipal est ouvert ; les grévistes auront désormais deux repas par jour assurés.

A noter la sympathie de la plupart des petits cultivateurs de la région. Des quêtes sont faites à la campagne et les voitures reviennent remplies de légumes.

3e et 4e semaines de grève

Le mouvement continue. Pas une seule rentrée. On commence à parler d'arbitrage. Les maires des communes avoisinantes, Ploaré, Tréboul, Pouldavid, interviennent et pour essayer de solutionner le conflit, offrent leur arbitrage. Les grévistes l'acceptent. Les patrons le refusent et maintiennent leurs décisions antérieures.

A la fin de cette semaine, une certaine agitation règne chez les patrons. Par affiches, ils annoncent qu'ils donneront 1 *fr.* 50 *aux manœuvres au* 1er *janvier*. Ils ne parlent pas des ouvrières. La manœuvre : diviser pour régner, était trop grossière.

Puis une usine se détache du groupe patronal, entre en pourparlers avec le Comité de grève et offre 1 fr. pour les ouvriers et 1 fr. 50 pour les manœuvres. Mais en ce moment, après intervention de l'inspecteur divisionnaire du travail, les grévistes décident d'accepter l'arbitrage du Ministre du Travail. Les pourparlers avec l'usine citée sont alors interrompus.

Du côté des grévistes, on a pris un engagement ferme d'accepter les décisions de l'arbitre. Du côté patronal, il n'en est pas de même. Ces messieurs les patrons iront causer à Paris et ensuite ils décideront s'ils peuvent accepter l'arbitrage. Il est à peu près certain qu'avant même de quitter Douarnenez ils étaient décidés à ne faire aucune concession et à repousser l'arbitrage ministériel. C'était tout simplement pour la galerie qu'ils faisaient le voyage. Ils allaient à Paris « par politesse ».

***

Douarnenez, 10 janvier.

A Paris, le lundi 15 les pourparlers sont vite arrêtés. Les patrons maintiennent leurs décisions et refusent l'arbitrage.

Par son refus brutal, le patronat, responsable de la grève, qui n'hésite pas à faire régner la misère aux foyers des travailleurs de Douarnenez, portera l'entière responsabilité des incidents qui pourront se produire.

A Concarneau et à Audierne

Du 14 au 17 décembre, la délégation ouvrière est à Paris. Regardons ce que furent les mouvements de Concarneau et d'Audierne.

Depuis plusieurs semaines, le mécontentement couvait chez Carnaud, principalement ; aux réclamations des ouvrières, la Direction se con-

tentait de répondre : « Si les salaires ne vous plaisent pas, prenez la porte. »

Le 15 décembre, le personnel quittait l'usine. Peu après, le mouvement gagnait en partie l'établissement Chatelard. Tillon, secrétaire de l'Union régionale, Bonnieu, et une délégation du Comité de grève de Douarnenez assistaient les grévistes.

Malheureusement, il n'existe à Concarneau aucune organisation ouvrière de quelque envergure. C'est en vain qu'à plusieurs reprises, cette année, Tillon et Coëff, des Inscrits, Lucie Colliard et Simonin (Alimentation) essayèrent de syndiquer un prolétariat pourtant durement exploité.

D'autre part, les fabricants de conserves firent preuve d'habileté. Quelques jours auparavant, craignant la contagion du mouvement douarneniste, ils avaient, dans les usines travaillant le sprat, porté de 35 à 45 fr. le prix du travail d'une caisse de poisson. Enchantées de cet avantage obtenu sans aucune peine, les travailleuses de ces usines voyaient d'un mauvais œil cesser la fabrication des boîtes métalliques, ce qui les aurait entraînées à un chômage forcé. Si la solidarité patronale s'effectue dans un syndicat œuvrant localement et nationalement, il règne dans le prolétariat un fâcheux égoïsme et un esprit de chauvinisme local qui entravent toute tentative d'émancipation : ces fâcheuses dispositions se manifestèrent par des injures adressées aux déléguées des grévistes de Douarnenez, faisant appel à la solidarité ouvrière.

D'autres circonstances défavorables pesaient sur ce conflit. A l'usine Chatelard, où les salaires sont très divers, un certain nombre d'ouvrières viennent de la campagne où l'usine les fait prendre le matin et reconduire le soir en camion automobile à 3 et 4 km. C'est là un personnel docile et qui se contente de peu.

Dans ces conditions, les tentatives de débauchage étaient vouées à l'insuccès au milieu d'un déploiement important de gendarmes, l'intervention nette contre les grévistes, du maire, qui osa faire placarder sur les murs une cynique proclamation favorisant les usiniers.

D'ailleurs, dès le lendemain de la grève, des défections se produisaient : chez Carnaud, deux des ouvrières chargées de présenter les revendications entraient les premières à l'usine.

Il était impossible de continuer la lutte dans de si mauvaises conditions. Après 4 jours de grève, ouvriers et ouvrières reprenaient le travail sans avoir obtenu aucun avantage.

A Audierne où l'exploitation est encore plus grande qu'à Douarnenez (0 fr. 70 de l'heure pour les femmes, 1 fr. pour les manœuvres), les tentatives d'organisation syndicale du personnel des usines de conserves ne réussissent pas. Les délégués de la C.G.T.U. Henriet, du P. C. et les grévistes de Douarnenez essayèrent de créer un mouvement de solidarité. Dans une seule usine, l'usine Ouizille, les femmes refusèrent de travailler le poisson venu de Douarnenez. Ailleurs, manœuvres et ouvrières refusèrent de sortir, les patrons leur ayant promis, assez vaguement d'ailleurs, les mêmes salaires qu'à Douarnenez.

***

Douarnenez : 4e semaine de grève. Au retour de la délégation, dans un vaste meeting sous clamée, Pas une défaillance.

Des mesures sont prises par le Comité de grève pour renforcer encore l'action. Les pêcheurs qui vendent leur pêche aux usines (sprat, sardine) ne sortant pas, il est décidé d'empêcher le poisson des autres ports, même celui acheté par les mareyeurs, d'entrer en ville. C'est ainsi que la sardine partie de Saint-Guenolé pour Douarnenez est expédiée sur Audierne et Quiberon.

Le jeudi 18 décembre, les grévistes, devant le refus brutal des patrons d'accepter l'arbitrage ministériel, vont donner aux Béziers et Cie, une bonne petite leçon. Aux environs de la gare, un camion qui contenait des caisses de sardines et qui, pour éviter de traverser la ville, avait fait le tour par Ploaré et Pouldavid, fut arrêté et quelques caisses furent enlevées et transportées à la cantine. Le Comité de Grève les fit rendre le soir même.

Résultat : les camionneurs de la ville ne voulant pas être rendus responsables des troubles qui pourraient se produire décident de ne plus effectuer les transports des usines.

5e semaine. Deux jours avant le départ de la délégation pour Paris, l'usine Quéro entrait en pourparlers avec le Comité de grève et offrait 1 fr. et 1 fr. 50 de l'heure. Suspendus pendant quelques jours, les pourparlers reprennent dès le retour des délégués et aboutissent le lundi, 22 décembre, à un accord. Le contrat est signé (il est à peu près le même que celui que les patrons signeront le 6 janvier) : 1 fr. et 1 fr. 50 de l'heure, 50 0/0 d'augmentation pour les heures supplémentaires (après la 10e heure), 50 0/0 d'augmentation pour les heures de nuit (après minuit), revision du contrat tous les six mois, et le travail reprend dans cette usine le mardi 23. Le bloc patronal s'effrite. A ce moment, il est permis d'espérer que les autres patrons, qui ne possèdent qu'une seule usine à Douarnenez, suivant l'exemple de Mme Quéro, se détacheront du Syndicat patronal et entreront en pourparlers avec le Comité de Grève. Il n'en a rien été par la suite.

Un autre fait important marque cette semaine de grève. Tous les pêcheurs réunis, même ceux qui ne vendent pas aux usines, décident de rester à terre, montrant ainsi qu'ils sont solidaires des grévistes qui luttent depuis plus d'un mois contre le patronat rapace de Douarnenez. La grève est générale dès le dimanche 21.

Le Noël approche. Le Comité de grève pense aux petits enfants. Pour eux, il organise une fête le mercredi 24. Ils auront tous un jouet et des friandises.

6e semaine. Les secours des organisations ouvrières arrivent et les gros sous des travailleurs viennent alimenter les cantines ouvertes dès le début de la grève. Tous les jours, il est servi 2.000 à 2.200 repas complets aux grévistes et à leurs enfants : soupe, ragoût, cidre, à midi; soupe, pain, confiture, le soir. Malheureusement les locaux sont trop petits et l'on est dans l'obligation de faire 3 ou 4 services. Pour obvier à cet inconvénient, le Comité de grève, tout en continuant les soupes pour une partie des grévistes, commence le 27 décembre, à distribuer aux familles qui préfèrent prendre leurs repas à la maison, les vivres nécessaires : pain, viande, légumes frais, haricots, graisse, confiture, etc. Les distributions seront faites trois fois par semaine : les lundi, mercredi et vendredi.

Dimanche 27, élections municipales complémentaires. Une seule liste, celle du P. C. La grosse majorité des travailleurs de Douarnenez répond au préfet qui a suspendu Le Flanchec à la suite des incidents du 4, en élisant, dès le premier tour et avec un chiffre de voix jamais atteint, toute la liste communiste.

Le reste de la semaine se passe dans le calme. La première équipe des briseurs de grève est arrivée depuis quelques jours de Paris. On distribue gratuitement l'*Aurore Syndicale*, journal des « syndicats réformistes » à la solde du patronat.

Tout le monde sent que le cap de janvier sera dur à doubler. La première semaine de janvier sera décisive. quoiqu'il n'y ait pas eu de rentrées individuelles, il semble y avoir une certaine lassitude chez quelques manœuvres. La grève pèse lourdement sur les épaules de ces malheureux travailleurs qui naturellement n'ont pas un sou d'économie (salaire 1 fr. 30 de l'heure). Les femmes paraissent plus résolues à tenir longtemps encore.

Aussi le Comité de Grève, qui a déjà fait de très grands efforts pour assurer le ravitaillement, va encore faire un nouvel effort financier. Un secours de 10 fr. est donné à tous les grévistes.

De son côté, le Comité de secours du *Quotidien* et du Parti socialiste verse également 10 francs à chaque gréviste.

Le 1er janvier sanglant

Le 1er janvier : Le matin, 16 individus de l'officine réformiste de la rue Bonaparte à Paris sont arrivés à Douarnenez. La journée est calme. Le soir les provocations des briseurs de grève commencent. Ils cherchent un incident. Vers 19 heures, la triste nouvelle « Le Flanchec vient d'être tué » se répand comme une traînée de poudre dans toute la ville. Que s'est-il passé ?

Dans un café, *sans rixe*, *sans bagarre*, des fascistes tirent des coups de revolver : Le Flanchec est blessé au cou, son neveu a la tête traversée par une balle, trois autres camarades sont blessés. Leur coup fait, ces canailles se réfugient à l'Hôtel de France.

Aussitôt, toute la population est dans la rue. Les gendarmes essaient de dégager les abords de l'hôtel où une partie de la bande vient d'être arrêtée. Ils chargent, les deux premiers rangs sabre au clair, mais la foule riposte et les pierres volent. Bientôt, le cordon de gendarmes qui se trouve devant l'hôtel ne suffit plus, il est balayé et le rez-de-chaussée de l'hôtel est envahi. C'est une véritable émeute.

Détail comique. Au moment où la foule commençait à se masser devant l'hôtel, les quelques bourgeois, qui s'y trouvaient, — c'est l'heure de l'apéritif — sont pris d'une sainte frousse. Ils se sauvent par une petite porte de derrière, quelques-uns même, dit-on, pardessus le mur.

Jusqu'à une heure avancée dans la nuit, la population reste dehors. Une réunion a lieu aux halles; les délégués prêchent le calme. Une manifestation s'improvise sous la pluie.

Ce soir-là, et une fois de plus, le sang-froid des délégués du Comité de Grève retient la foule et de nouveaux accidents sont ainsi évités.

Le vendredi 2, après une courte réunion, une manifestation monstre parcourt la ville. Devant les usines, la juste colère populaire se manifeste, car on accuse certains patrons de Douarnenez d'être les complices de l'assassinat de la veille.

Septième semaine. C'est la dernière semaine de grève. Les événements se précipitent. Les patrons ont peur. L'accusation pèse sur eux. Le dimanche 4, par affiches, ils promettent 1 fr. et 1 fr. 50, disent qu'ils vont organiser un système de primes à la production et engagent leur personnel à rentrer.

Lundi 5. Aucune rentrée, réunion le matin, à 7 heures 30, suivie d'une manifestation. Dans l'après-midi, ils consentent à causer avec les grévistes. L'accord se fait sur le salaire horaire, mais le tarif des heures supplémentaires reste en discussion.

Le soir, tous les grévistes et de nombreux pêcheurs vont chercher Le Flanchec à la gare.

Mardi 6. Les patrons, par affiches font de nouvelles propositions, mais ne veulent pas reconnaître les syndicats. Dans la soirée, quelques-uns d'entre eux sont appelés à Quimper, et après une entrevue avec le préfet qui avait convoqué, le matin, le vice-président de la Chambre de Commerce, *ils décident d'accepter tout de suite toutes les conditions du Comité de grève* et de signer le contrat. C'est la victoire.

Nous ne savons pas encore exactement ce qui s'est passé à Quimper ce jour-là. On raconte que la police aurait découvert des papiers compromettants pour les patrons. Ceux-ci auraient envoyé une assez forte somme au « syndicat réformiste ». Il faudra que l'instruction en cours éclaircisse bien ce point.

Vers 18 heures, le contrat fut signé devant le juge de paix par les délégations ouvrières et patronales. Voici les principaux points :

1° Aucun renvoi pour faits de grève et action syndicale.

2° Salaire horaire de 1 fr. pour les femmes et 1 fr. 50 pour les hommes.

3° 50 0/0 d'augmentation pour les heures supplémentaires après 10 heures de travail.

4° 100 0/0 pour les heures supplémentaires de nuit, après 10 heures de travail et après minuit.

5° Les ouvrières seront payées à partir du moment où elles sont convoquées à l'usine.

6° Augmentation générale des salaires dans les usines métallurgiques (diverses catégories).

7° Deux heures par jour de congé payé seront accordées aux apprentis pour suivre les cours professionnels de l'E. P. S.

8° Augmentation proportionnelle des salaires du personnel payé au mois, etc.

9° Revision possible du contrat tous les 6 mois.

Le soir toute la population est aux halles. Le Comité de grève est acclamé.

Le lendemain, jour de fête, une manifestation grandiose parcourt la ville. On lit la joie sur tous les visages.

La grève est terminée. Le travail est repris partout le jeudi, 8 janvier.

La grève de Douarnenez a été une belle grève et la grande victoire remportée sur le patronat aura une **forte répercussion dans tous les ports** bretons.

E. Allot.

Vers une seule Internationale Syndicale

En feuilletant les derniers numéros de la revue marxiste anglaise « The Plebs », nous avons appris la publication d'un livre de Fimmen. Philips Price lui a consacré un article que nous tenons à reproduire. Cet article inaugure la série de documents que nous nous proposons de réunir et publier sur le problème capital de l'unité syndicale internationale.

Il est toujours bon de lire un livre analysant la situation internationale d'un point de vue économique, écrit par quelqu'un qui ne se rattache pas directement au mouvement de nos « Labour College ».

Lorsque l'un d'entre nous, de la « Plebs League ». écrit sur ce sujet, on nous reproche de certains côtés d'être de froids matérialistes, pour lesquels « l'homme est un pur mécanisme économique ou un pion sur un vaste jeu d'échecs, joué par des trusts et des diplomates, n'étant guère autre chose eux-mêmes que des automates égoïstes ».

C'est, en conséquence, un signe des mieux accueillis, qu'un livre ait paru, écrit par rien moins qu'Edo Fimmen, ex-secrétaire de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, actuellement secrétaire de la Fédération Internationale des ouvriers des transports, et traitant de la situation européenne du point de vue réaliste du développement capitaliste d'après-guerre (1).

Flammen commence par tracer la croissance de la concentration du capital en Europe pendant et depuis la guerre. Il possède une richesse de matériaux sur les opérations des magnats industriels de France et d'Allemagne, qu'il a sans doute été capable d'amasser au cours de ses fonctions comme secrétaire de l'Internationale d'Amsterdam.

Il ouvre le chapitre II par une remarque qui devrait être apprise par cœur par tout étudiant des affaires internationales :

« La guerre mondiale fut avant tout et surtout une guerre économique. Durant les dernières décades du XIXe siècle et les premières années du XXe, l'industrialisation avait progressé à pas si rapides dans les diverses contrées européennes que les ressources nationales en matières premières étaient devenues insuffisantes. Une base nouvelle et plus large était indispensable et la première condition de l'expansion nécessaire était l'union du charbon allemand et du minerai français. Le principal problème que la guerre eut à trancher fut de savoir si cette union s'effectuerait sous le drapeau français ou le drapeau allemand. »

Il nous donne de main de maître une description des négociations souterraines poursuivies entre Stinnes et divers membres du Comité des Forges, pendant que la presse de l'industrie lourde allemande exhortait ses lecteurs à résister à l'occupation française de la Ruhr jusqu'à la limite extrême, et pendant que les partisans de l'alliance de l'Industrie allemande finançaient des agents pour dynamiter les ponts dans la Ruhr.

Il est de la plus grande importance que cette phase particulière de la politique internationale soit correctement comprise dans les milieux ouvriers. Ceux qui voient les choses en marxistes n'éprouvaient aucune difficulté à s'expliquer le phénomène, contradictoire en apparence, de secrètes négociations entre industriels français et allemands pour le partage des profits de la production du charbon et du fer en Rhénanie d'une part, et le conflit politique aigü entre ces mêmes industriels d'autre part. Tout cela faisait partie du jeu des pourcentages, partie du procès de consolidation internationale du capitalisme, inévitablement poursuivi depuis la guerre.

J'avais l'habitude de remarquer un morne étonnement, lorsque je donnais cette interprétation de l'occupation de la Ruhr à des amis anglais non marxistes. Mais ce que je disais alors est maintenant accepté comme un fait dans un cercle dépassant de beaucoup la « Plebs League ».

Fimmen, naturellement, a connu la vérité dès le début et, qui plus est, a été le seul homme de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam pour la proclamer courageusement.

Je me rappelle bien l'avoir entendu parler, à un congrès des syndicats de la Ruhr, à Elberfeld, en février 1923, en pleine occupation. Il conseillait aux mineurs et aux métallurgistes allemands de combattre contre le Comité des Forges et les militaristes français, sans confondre leur lutte avec la fausse lutte que les magnats du charbon et de l'acier allemands menaient contre les mêmes. Il fut immédiatement attaqué par un représentant des syndiqués allemands de la vieille école, comme briseur du « front national ». Mais tel était bien le but de Fimmen.

Il savait, même en ces premiers jours de l'occupation de la Ruhr, que le salut des ouvriers français et allemands résidait dans la lutte à une échelle internationale contre les croissantes forces combinées du capital international.

Aussi, lorsque j'appris que sa situation comme secrétaire de l'Internationale d'Amsterdam était devenue intenable et qu'il avait démissionné, j'en sus la cause.

Il est excessivement important que nous comprenions la signification des accords Micum et des propositions pour régler les réparations allemandes contenues dans l'interview de Hugo Stinnes au représentant du *Journal des Débats*, en janvier de cette année, peu de temps avant sa mort.

Dans son essence, cela signifie la mise à l'écart des gouvernements d'Europe par des comités de magnats industriels. Les gouvernements ne doivent plus exister que comme organes éxécutifs chargés de recueillir les taxes et les impôts au profit de ces comités.

Telle était la perspective que nous offrait l'accord Micum élargi, lequel aurait pu être mis à exécution l'été dernier, si un développement tout à fait nouveau n'était survenu, comme résultat du Rapport Dawes et de son application pratique.

(1) *Labour's Alternative; The United States of Europe or Europe Limited;* by Edo Fimmen (Labour publishing company. 1 s. 6 d.)

Ici, me semble-t-il, est un des côtés faibles du livre de Fimmen. Il s'occupe presque exclusivement de la concentration du capital industriel et n'examine pas l'autre face du capitalisme, le capital financier ou capital rapportant un intérêt fixe, dont le testament politique se trouve dans le Rapport Dawes.

La partie la plus importante du livre est la partie constructive que renferme le dernier chapitre. Fimmen a mis le doigt sur le point faible du mouvement ouvrier mondial.

« La principale cause des défaites que la classe ouvrière a subies de façon répétée durant les dernières années, c'est que les ouvriers n'ont pas su remarquer les développements du capitalisme après la guerre, et tirer de ces développements les conclusions théoriques et pratiques nécessaires », dit-il. Alors que le capitalisme est devenu international, pense internationalement, les ouvriers sont toujours plongés dans une idéologie d'étroit corporalisme individualiste. La classe ouvrière mondiale a ramassé les défroques du capitalisme nationaliste et s'en est vêtue.

Jusqu'à ce que les ouvriers aient pris des leçons des capitalistes, il n'y a guère d'espoir d'une amélioration de leur situation.

Fimmen note le fait que, dans les milieux syndicaux, « on incline à revenir aux vues des anciens jours... à rechercher l'amélioration des salaires et des conditions dans le cadre de la société capitaliste ». Contre ceci, il affirme avec raison « que le mouvement syndical doit être quelque chose de plus qu'une simple machine à élever les salaires et à réduire les heures de travail... et que les ouvriers doivent s'organiser en vue de combattre le capitalisme et d'en triompher. »

Actuellement, l'organisation industrielle des ouvriers sur un plan international est futile. Il y a la Fédération d'Amsterdam, il y a l'Internationale des Syndicats rouges de Moscou, il y a une Fédération chrétienne (surtout catholique), il y a l'organisation anarcho-syndicaliste. Non seulement aucun contact n'existe entre elles, mais, dans de grandes régions terrestres, en Amérique du Sud, en Asie, en Afrique, le travail de coolie n'est pas organisé du tout, tandis qu'en Amérique les syndicats sont idéologiquement au point où les Anglais en étaient il y a trente ans, et regardent Amsterdam comme trop révolutionnaire !

Outre cela, il y a les Secrétariats internationaux, c'est-à-dire que les syndicats industriels de divers pays ont une organisation internationale peu serrée. C'est dans l'amélioration et le renforcement de ces Secrétariats internationaux que Fimmen met son espoir.

Les capitalistes, actuellement, combattent les ouvriers d'une industrie sur un plan international. D'abord, un lock-out dans l'industrie minière anglaise, au cours duquel on compte que les mineurs des autres pays agiront comme jaunes. Ayant écrasé les mineurs ici, on les attaque alors dans les pays où ils ont agi comme jaunes et on emploie ceux qui viennent d'être battus pour maintenir en marche les rouages de l'industrie. Ayant réglé internationalement le sort des mineurs, on s'en prend ensuite, internationalement, aux métallurgistes, aux ouvriers des transports, et ainsi de suite.

Il n'est possible de lutter contre cela que si « ce n'est plus désormais un syndicat de métallurgistes allemands, ou un syndicat de métallurgistes français... qui décidera si la lutte doit prendre une forme active et déterminera la voie dans laquelle on la conduira. Ces décisions seront laissées à une autorité suprême : l'Internationale des Métallurgistes ».

Il doute qu'il soit sage d'essayer de constituer une internationale unique au moyen des Secrétariats internationaux, et il a probablement raison, car son expérience dans l'organisation d'Amsterdam lui a prouvé sans aucun doute qu'un corps aussi pesant a été trop aisément capturé par un groupe de gens totalement hors de contact avec les éléments actifs des syndicats. A son avis, il semblerait désirable de concentrer la plus grande autorité dans les secrétariats internationaux, mais il faudrait avoir un secrétariat international interindustriel, comme bureau assurant la liaison entre les diverses industries.

Naturellement, il importe ici d'aboutir à une certaine réconciliation entre Amsterdam et Moscou. La tâche n'est pas facile, car, dans Amsterdam, un type fossile de mandarin syndical s'est retranché et a acquis des intérêts établis dans l'entreprise, tandis que l'Internationale des Syndicats rouges de Moscou, formée dans un accès de ferveur révolutionnaire, alors que les dirigeants de la Troisième Internationale pensaient que la Révolution mondiale frappait à la porte, est conduite par des gens qui ne voient même pas encore combien sont lents les développements en Occident, et restent, par conséquent, sans influence appréciable.

La liquidation de cette organisation serait, je crois, le meilleur prélude à un front uni, mais pas, bien entendu, sous les conditions que les mandarins d'Amsterdam ci-dessus mentionnés essayent d'imposer à Moscou. La liberté de propager des idées à l'intérieur du mouvement syndical international est essentielle, et, si Moscou continue sa tactique actuelle, les mandarins d'Amsterdam n'ont rien à craindre pour la sécurité de leurs situations !

Cependant, le front uni est déjà en train de s'établir dans plusieurs secrétariats internationaux. Il faut que cela s'étende et que partout les Russes soient amenés côte à côte avec ceux d'Occident. C'est la garantie la meilleure qu'une tentative réellement sérieuse puisse être bientôt faite, pour attaquer, sur le front industriel, la dictature, qu'à l'aide du Rapport Dawes, l'internationale des banquiers institue sur l'appareil productif et distributif européen.

Car c'est sur le front industriel international que le rapport Dawes peut être vaincu. Le premier pas vers le renforcement du côté ouvrier sur ce front sera fait lorsque les idées imprégnant ce livre d'Edo Fimmen seront largement connues. C'est, en conséquence, un livre que ni l'étudiant ouvrier, ni le militant ouvrier, ne devraient manquer de lire, car il contient la clef de la victoire.

M. Philips PRICE.

2me lettre aux membres du Parti Communiste

La réponse des trois exclus

Au cours de la Conférence extraordinaire, tenue le 5 décembre, véritable conseil de guerre réuni précipitamment pour nous condamner, une fois que les deux avocats généraux Doriot et Treint, eurent exercé avec éloquence leur ministère, Rosmer donna lecture en notre nom de la déclaration suivante :

Nous comprenons mal l'émoi qui s'est emparé de la Direction du Parti dès l'envoi de notre « Lettre aux membres du Parti ». Il nous semble qu'elle a témoigné d'un manque total du sang-froid indispensable à une direction de parti communiste.

De quoi s'agit-il donc ?

Un Congrès du Parti va se tenir en janvier, c'est-à-dire dans six semaines. Ne faut-il pas qu'une discussion s'engage avant le Congres sur les divers points de l'ordre du jour, ainsi que cela a toujours lieu dans tous les partis ?

N'est-ce pas le droit de tout membre du Parti de parler. N'est-ce pas même son devoir s'il juge qu'un danger menace le Parti ? S'il se trompe, la discussion se chargera de le démontrer et les membres du Parti seront alors à même de se prononcer en connaissance de cause.

Estimant avoir quelque chose à dire et devoir faire entendre notre voix, nous l'avons fait.

Où est l'indiscipline ?

Des résolutions et des thèses circulent dans les sections et dans les cellules, qui ne portent pas l'estampille de la Direction du Parti.

Cette Direction, pendant des mois nous l'avons cherchée. Nous ne l'avons pas trouvée.

Le Comité directeur a été supprimé sans qu'on ose le dire au Parti. On a espacé ses réunions et quand elles ont lieu, comme il n'y a qu'un nombre dérisoire de membres présents, elles se réduisent à de petites parlottes et l'ordre du jour fixé n'est pas même abordé.

Les critiques que nous avons dirigées contre cette extermination clandestine du Comité directeur ont amené un camarade bien qualifié à faire cette intéressante déclaration :

« Pour la première fois depuis le 5e Congrès, le Parti français a un Bureau politique homogène et, quoique ce dernier ne s'appuie pas sur le Comité directeur, composé en majorité de droitiers, il a effectué un travail considérable et intensif. »

Ainsi, ce Comité directeur qui a voté à l'unanimité moins trois voix les thèses de la gauche, est disqualifié d'en haut comme étant composé en majorité de droitiers. Nous ne savons pas comment les simples membres du Parti peuvent se reconnaître dans ces étranges variations sur la gauche et sur la droite, cette dernière étant, selon les circonstances, qualifiée d'infime minorité méprisable et s'enflant tout d'un coup jusqu'à devenir majorité du Comité directeur.

Nous nous bornons ici à constater que le Comité directeur a été supprimé sans que le Parti en fût informé, et à demander si ceux qui ont, de leur propre autorité, provoqué un tel chambardement dans la direction du Parti, sont qualifiés pour parler de discipline.

Mais si la direction n'est pas au Comité directeur, est-elle au Bureau politique ?

Pas davantage. Le Bureau politique n'est pas une direction de parti, c'est la direction d'une fraction, d'un clan qui se substitue à la direction régulière.

Cette direction de clan ne daigne pas répondre aux lettres qui lui sont adressées par les camarades désignés comme « droitiers » et quand elle prend des engagements vis-à-vis d'eux, elle ne les tient pas.

Elle se réserve le droit de calomnier de la pire façon les soi-disant droitiers, de déformer radicalement leur pensée, de leur attribuer une action qu'ils ne mènent pas et qu'ils n'ont jamais songé à mener. Et après avoir donné ce tour personnel à la discussion, quand ces camarades ripostent, on dit : pas intéressant... petites questions personnelles...

On nous interpelle, on nous demande d'indiquer publiquement notre position vis-à-vis des décisions du 5e Congrès de l'I. C., et, quand nous le faisons, on met notre réponse sous le boisseau.

Et bien, c'est cette situation-là que nous n'acceptons pas.

Nous ne demandons pas et nous n'avons jamais demandé de privilèges. Nous ne sommes pas non plus de ceux qui se cramponnent à leurs postes et bouleversent le Parti dès qu'ils sentent le risque d'en être écartés. Nous acceptons fort bien d'être minorité et simples membres du Parti. Mais ce que nous n'accepterons jamais, c'est d'être considérés comme des membres diminués, qu'il est loisible de calomnier et de bâillonner.

Mais il y a, au fond de toute cette affaire, une question qu'il faut aborder de front et franchement. La Direction du Parti a décidé de nous exclure et toute son action sur ce point, durant ces derniers mois, n'est qu'une manœuvre tendant àobtenir que notre exclusion paraisse venir d'en bas et qu'elle soit prononcée avant que nous ayons parlé.

C'est cette manœuvre que nous avons voulu déjouer. Pour nous, il ne s'agit plus seulement de notre exclusion, mais des problèmes essentiels qui commandent toute l'activité d'un parti communiste. Et si, par notre « Lettre », nous avons ramené l'attention des communistes sur ces problèmes, sur la nécessité d'une étude personnelle, sérieuse, des faits, sur la nécessité d'être des hommes qui veulent savoir, discuter et décider, et non des pions que manœuvre une direction irresponsable, préoccupée avant tout d'échapper à tout contrôle et à toute critique, nous aurons rendu au Parti un grand service.

Lénine, parlant aux jeunes, prononça un jour ces paroles :

« Si un communiste s'avisait de vanter le communiste avec les arguments qu'on lui a fournis tout préparés, sans effectuer lui-même un travail sérieux, considérable, sans chercher à comprendre les faits qu'il doit passer au crible de la critique, *ce serait un triste communiste. »*

La Direction présente du Parti n'aime guère cet effort personnel. Elle décourage absolument la critique. Sa seule préoccupation est de fournir des arguments tout préparés.

Nous sommes avec Lénine, contre les mauvaises imitations du léninisme.

A ceux qui seraient tentés de nous suivre, comme à ceux qui, dégoûtés, songeraient à quitter le Parti, nous disons :

« Camarades, restez au sein du Parti ; c'est vous qui y êtes à votre place et non ceux qui nous en chassent. Restez-y pour y accomplir ce travail capital de réorganisation sur la base des cellules ; faites que les cellules vivent effectivement et non sur le papier, qu'elles ne tournent pas à vide et qu'elles n'aboutissent pas à une faillite semblable à celle des commissions syndicales. »

***

Pour notre part, exclus du Parti, loin d'envisager la création d'un autre parti, nous retournons dans la grande masse des communistes non adhérents au Parti et qui y viendront sans nul doute le jour où il sera devenu un véritable parti communiste. Nous travaillerons du dehors à hâter ce jour que la crise actuelle ne fait que différer.

Ainsi que nous l'avons déclaré dans notre lettre du 5 *octobre, nous retournons d'où nous venons, c'est-à-dire là où nous n'étions qu'une poignée en* 1914 *pour sauvegarder en France l'internationalisme, en* 1915 *pour répandre les mots d'ordre de Zimmerwald, en* 1917 *pour défendre la Révolution russe naissante, en* 1919 *pour adhérer dès sa fondation à la III*[e] *Internationale, en* 1922 *pour défendre la tactique du front unique.*

Le verdict fut ensuite rendu. Il fut à peu près tel que nous l'escomptions. Nous n'espérions même pas que deux Fédérations, celles de la Drôme et des Vosges, et un rayon de la région parisienne s'abstiendraient ; il est vrai que le délégué des Vosges apprit ce soir là, ce qu'il en coûte de s'abstenir, de se taire quand le chef d'orchestre du Parti donne le signal du chœur unanime.

Nous voici donc exclus. Donnons ici le texte du verdict prononcé contre nous :

Depuis le V[e] *Congrès mondial, le Bureau Politique, jouissant de la confiance du Parti et de l'Internationale, a mené à bien une tâche formidable : campagnes politiques contre le plan Dawes, pour les huit heures, pour les salaires, pour l'indépendance des colonies et pour l'amnistie ; réorganisation du Parti sur la base des cellules ; bolchevisation et création de cadres, en particulier par l'ouverture de l'école léniniste.*

Si notre droite n'avait fait qu'exprimer le point de vue arriéré de certains éléments du mouvement ouvrier, si elle s'était bornée à lutter pour le point de vue de la droite internationale et à défendre les erreurs du trotskysme contre le léninisme, le Parti aurait accepté cette large bataille politique et l'aurait menée jusqu'au triomphe complet du léninisme.

Mais la droite qui, il y a un an, dirigeait en fait le Parti et qui, en luttant contre la Fédération de la Seine et contre la C.G.T.U., dispersait les forces révolutionnaires, la droite qui fut une véritable direction de faillite, se conduit aujourd'hui en ennemie du Parti et de l'Internationale.

*Au moment où le fascisme agresseur, avec la complicité du Bloc des Gauches, cherche par sa démagogie sociale d'aujourd'hui à préparer les violences antiprolétariennes de demain, au moment où toute la bourgeoisie, sous l'impulsion de Daudet et de Millerand, fait front, de l'*Action Française *au* Peuple *en passant par le* Libertaire *et le* Quotidien, *contre le communisme, défenseur véritable du prolétariat menacé, la droite, infime fraction du Parti, à peine une poignée d'hommes, se joint de l'intérieur à l'ennemi commun de la classe ouvrière et de la paysannerie pour porter en pleine bataille un coup de plus au Parti.*

Les armes ramassées par Monatte, Rosmer et Delagarde dans l'arsenal de Pioch et de Frossard sont à l'heure actuelle reprises par toute la bourgeoisie et dirigées contre le Parti et contre l'Internationale.

Ainsi, Monatte, Rosmer et Delagarde participent à l'offensive antiprolétarienne et anticommuniste menée par les forces combinées du fascisme démagogique et du Bloc des Gauches fascisé.

La conférence extraordinaire décide d'exclure Monatte, Rosmer et Delagarde comme ennemis du prolétariat, du Parti et de l'Internationale et de mener dans le sein du Parti aussi bien que parmi les masses travailleuses une lutte acharnée pour amener chaque ouvrier, chaque paysan, chaque travailleur à se grouper autour de son parti communiste toujours plus fortement uni sous le drapeau du léninisme.

Le congrès national se trouve en face d'un fait acquis, d'une condamnation définitivement prononcée. L'appareil du Parti a obtenu ce qu'il désirait. Il peut vraiment se targuer d'avoir été unanimement approuvé.

Cette unanimité est-elle bien réelle ?

Si elle était réelle, on ne s'expliquerait pas que l'un de nos procureurs généraux ait été contraint d'avouer, depuis, « qu'il y a dans les rangs du Parti et parmi les

sympathisants bon nombre de camarades qui regrettent sincèrement le départ de Monatte ». On ne s'expliquerait pas davantage que les émissaires de la Direction aillent partout gémir qu'il est déplorable que nos exclusions n'aient pas été comprises de la masse du Parti.

Bon nombre de camarades, en effet, les meilleurs, les tout premiers partisans de l'adhésion à la IIIe Internationale, ont été hostiles à notre exclusion. Le restant ne l'a pas comprise.

Quelqu'un a dit autrefois que l'Autriche se composait de deux grands partis, les intimidés et les complices. On peut en dire autant du Parti communiste français. Les intimidés subiront-ils longtemps tout ce que les complices, tout ce que les détenteurs de l'appareil du Parti entendent leur faire subir ?

***

« Je suis d'accord avec tout ce que vous dites dans votre lettre, nous a dit un camarade du Parti et des Syndicats, mais vous n'auriez pas dû la publier. Vous avez ainsi prêté le flanc à l'exclusion. Vous avez permis le reproche d'indiscipline et de fractionnisme. »

Nous n'avons commis ni un acte d'indiscipline, ni un acte de fraction, ni, à plus forte raison, un crime contre le Parti, contre l'Internationale et contre la classe ouvrière.

Quant à notre exclusion, elle n'a pas été provoquée par la publication à la fin novembre, de la première lettre. Elle était décidée depuis longtemps. Le 21 septembre dernier, à la Conférence des secrétaires fédéraux, le sieur Cadeau ne disait-il pas, le doigt pointé vers nous : « Vous qui êtes presque en dehors du Parti... » Donc, trêve d'hypocrisie. Depuis le Ve Congrès mondial, notre exclusion se tramait dans l'ombre.

Nous aurions dû solliciter l'autorisation de publier cette première lettre. La solliciter à qui ? A ceux là même qui gardaient dans leur tiroir notre lettre du 5 octobre adressée au Comité Directeur ? Vous voulez rire.

D'ailleurs, en parlant directement au Parti par la voie de notre *première lettre*, nous n'avons fait qu'user du droit de tout membre du Parti à se défendre contre d'ignominieuses attaques et à discuter l'ordre du jour du congrès du Parti. S'il y a eu un et même plusieurs actes d'indiscipline ils sont à l'actif des chefs du Parti.

Notre réponse serait tombée entre des mains étrangères au Parti. Dites donc, les attaques qui motivaient cette réponse n'étaient-elles pas tombées entre des mains étrangères au Parti, alors que tout le monde avait pu les lire dans l'*Humanité* et dans le *Bulletin communiste ?*

Nous aurions tenté de constituer une fraction, d'organiser dans le sein du parti la « gauche ouvrière » en demandant aux camarades qui partagent notre point de vue de nous aider à couvrir les frais d'impression de cette lettre et de celles qui devaient suivre, car nous nous proposions d'examiner dans une série de lettres successives, les questions importantes du Congrès.

Comment aurions-nous pu couvrir ces frais rendus inévitables puisque la presse du Parti nous était fermée et que nous n'avions droit qu'au tiroir de Sémard ?

Nous n'avons pour vivre que notre salaire d'ouvriers. Il était naturel que nous nous tournions vers nos camarades. Ils n'ont pas trop mal répondu.

Mais rien ne permet, hélas ! de dire que nous avons organisé « la gauche ouvrière ». Nous avons pris au sérieux les recommandations anti-fractionnistes de l'Internationale. Pourtant, si nous les avions enfreintes, nous aurions rendu un signalé service au Parti. Il n'est guère de Fédération où l'esprit ouvrier ne soit brimé par l'esprit politicien ou par l'esprit politicien masqué de blanquisme, Nous aurions pu y mettre le holà ! En formant une fraction, nous n'aurions fait que suivre l'exemple de la soi-disant « gauche ». Mais ce que nous n'aurions pas fait, c'est de confondre notre fraction avec le Parti, c'est de nous emparer de son appareil pour l'utiliser dans un intérêt de tendance, pour assouvir des haines de fraction, pour bâillonner les autres, les calomnier et les exclure.

Nous avons l'impression de revivre une histoire qui nous est arrivée, il y a quelques années avec d'autres Treint et d'autres Suzanne Girault. Ils s'appelaient alors Besnard et Verdier. Leur champ d'opérations était les C. S. R. Même dogmatisme fanatique, même saoûlerie de l'abstraction, même aveuglement en face de la réalité, même certitude d'être des génies marqués au front par le destin. Ils avaient miné les C. S. R. comme Treint a miné le Parti. Ils avaient conclu un Pacte destiné à la conquête des fonctions dans les C. S. R. et dans la C. G. T., comme Treint en a conclu un avec quelques Calzan et quelques Cadeau pour la conquête de l'appareil du Parti. Un beau jour, ils furent les maîtres tout-puissants des C. S. R. Mais ils firent tant et si bien que de ce jour commença l'agonie des C. S. R. Treint et sa fraction sont les maîtres tout-puissants du Parti. Puissent-ils ne pas le saboter à fond et pour toujours ! Puissent-ils se contenter de le rendre ridicule pendant quelques mois en en faisant une caricature de parti communiste !

Qu'on ne raconte pas que nous avons été

exclus pour un acte d'indiscipline, pour un acte fractionnel ; nous l'avons été parce que nous avons commis un crime de lèse-majesté. Nous avons mal parlé — et plus mal pensé encore — de l'appareil du Parti. Les néophytes du bolchevisme français veulent appliquer au Parti communiste français qui n'a pas fait la Révolution, les méthodes en vigueur dans le Parti russe en période de dictature. Incapables qu'ils sont de prendre au Parti russe ce qui a fait sa grandeur, il est tout naturel que ces singes en copient les excès et les défauts.

LES RAISONS PROFONDES

Manquer de respect à Treint, à Suzanne Girault et autres camarades Jean, cela s'appelle désormais commettre un attentat contre le Parti et contre l'Internationale, cela mérite d'être cloué au pilori comme ennemis du Prolétariat, du Parti et de l'Internationale.

Dire que nous avions cru servir le Prolétariat, le Parti et l'Internationale en commettant ce crime de lèse-majesté ! Dire que nous le croyons encore !

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'existe notre désaccord avec les chefs de la soi-disant « gauche ». Du temps de la lutte contre Frossard, nous avions déjà senti le besoin de nous distinguer d'eux, de faire à part le coin de la « gauche ouvrière ». Mais nous pensions alors qu'il n'y avait entre nous que des désaccords secondaires, portant surtout sur la manière de comprendre l'organisation.

Notre premier conflit fut créé par l'affaire Ilbert. Nous estimions alors, comme aujourd'hui qu'on ne peut pas servir la Révolution avec les mains sales, suivant le mot de Lénine.

Derrière nos conceptions divergentes de l'organisation, celles de gens ayant le sens et le respect de l'organisation et celles de gens regardant l'organisation comme un instrument passif entre leurs mains, il y avait, nous avons dû le reconnaître, à la longue, d'importants, de profonds, d'irréductibles désaccords.

Sur trois points capitaux, nous nous séparons de la soi-disant « gauche » :

1° Sur la conception du Parti ;
2° Sur les perspectives révolutionnaires ;
3° Sur le léninisme, ou ce qu'ils appellent ainsi.

Deux conceptions du Parti

Leur conception du Parti est fondée sur le mépris de la « masse », masse ouvrière d'une part, masse du Parti de l'autre.

Toute la tactique qu'ils imposent au Parti consiste non point à développer la conscience de classe du prolétariat, mais à faire le plus possible de béni-oui-oui, de lèche-culs, de limaces. Comme cependant on a besoin de la masse, on veut la faire marcher par le « bourrage de crânes ».

Nous, au contraire, nous pensons que de tels hommes ne seront jamais des révolutionnaires, qu'un tel Parti claquera dans la main au premier coup dur, qu'il faut faire des consciences et non des réciteurs de catéchisme, si l'on veut préparer réellement la Révolution.

Le Parti communiste français n'est encore ni l'avant-garde, ni l'élite du prolétariat de ce pays. Il devrait tendre à l'être. Mais pour cela, avant de s'enorgueillir de ses chevrons, il a à les mériter, à les gagner dans les combats prolétariens.

Vouloir à tout prix diriger, commander, n'est-ce pas le droit naturel de la bourgeoisie, petite et grande ? N'est-elle pas créée et mise au monde pour dominer commander et mépriser les ouvriers ? Treint et Suzanne Girault sont des produits caractéristiques de la petite bourgeoisie. Le conflit de personnes actuel est au fond une phase de l'éternel conflit entre le prolétariat et la petite bourgeoisie. La classe ouvrière travaille dans la servitude, les autres classes commandent et vivent en bruyants parasites. Mais la classe ouvrière entend travailler et non servir ; elle entend commander elle-même un jour à l'usine et, dès aujourd'hui, dans son parti et dans sa lutte pour son émancipation.

Vous avez été les maîtres du Parti, il y a un an. Qu'y avez-vous fait ? Vous avez été une direction de faillite, nous dit-on.

Elle est bien bonne, celle-là !

Il y a un an, qui donc était au secrétariat, à la tête du Parti ? Ils étaient deux secrétaires : Treint et Sellier. Voilà comment nous étions les maîtres du Parti.

Il y a un an, nous luttions contre la G. G. T. U. C'était sans doute quand on disait à Monatte qui venait de prendre à l'*Humanité*, la rubrique de la « Vie Sociale » : « Tu ne t'imagines pas faire ici le journal de la C. G. T. U. ? »

Nous sommes de nouveaux Frossard. Le correspondant parisien de l'agence *Rosta* va jusqu'à télégraphier à Moscou (*Pravda*, du 3 déc.) des vérités de ce calibre :

« ... Enfin Monatte et ses partisans blâment l'exclusion de Souvarine, *regrettent l'exclusion de Frossard, Méric et Verfeuil* et expliquent la crise politique traversée par le Parti entièrement par des motifs personnels. »

Ceux qui n'ont pas été frappés subite-

ment d'amnésie, tant à Moscou qu'ici, doivent trouver ces mensonges singulièrement bizarres. Quand Frossard se fut décidé à provoquer la rupture du Parti avec l'Internationale communiste et de la C. G. T. U. avec l'Internationale syndicale Rouge, c'est Monatte qui déclencha la première riposte, en entraînant la démission des rédacteurs de l'*Humanité*, demeurés fidèles à l'Internationale, C'est le « noyau de la gauche ouvrière », qui, dans un manifeste, cria casse-cou aux syndicalistes. En ce temps-là, Sémard chassait Chambelland de la *Vie Ouvrière*, pour y avoir dénoncé la traîtrise de Frossard. Le même Sémard, devenu secrétaire du Parti aura eu le front de chasser Chambelland du Parti.

Deux grandes tâches appelaient la Direction du Parti, cette Direction, si homogène enfin, si capabale de travailler.

La première, c'était la réorganisation du Parti sur la base des cellules d'entreprises. Elle a été menée de telle façon qu'on se demande combien de cellules existent autrement que sur le papier. Le premier soin consista à tendre une grande banderolle ; derrière, il n'y avait encore rien. Mais la banderolle a fait sur le patronat, comme on pouvait s'y attendre, l'effet du rouge sur le taureau. Il a foncé sur la banderolle et sur les camarades soupçonnés d'être communistes. C'est la chasse aux secrétaires et aux membres des cellules. C'est la police patronale et la police gouvernementale installées à demeure, renforcées dans l'usine. Coupes sombres et dispersion des meilleurs éléments du Parti, voilà le plus clair des résultats obtenus par une Direction qui, ignorant tout de l'usine, n'y peut rien bâtir de durable et de sérieux.

Si le Parti n'a pas encore de cellules et s'il n'a plus de sections, que lui reste-t-il ?

L'autre grande tâche, la préparation du courant d'opinion en faveur de l'unité syndicale internationale, a été mieux sabotée encore.

Des militants du mouvement ouvrier non communistes, mais sincèrement acquis à la cause de l'Unité syndicaliste internationale se sont trouvés compromis sottement, et leur influence peut en être désormais sensiblement diminuée.

Ceux qui trouvent moyen d'être satisfaits se font une drôle d'idées du travail communiste au sein des masses. Nous avions craint, il y a quelques mois, qu'on ne jouât avec les cellules, comme on avait joué avec les Commissions syndicales. Un jouet cassé, on en prend un autre. Les petits bourgeois peuvent s'amuser à ce jeu-là dont ils ne font pas les frais. Les ouvriers ne le peuvent pas. La bolchevisation des partis comprise de cette façon, c'est tout bonnement leur décomposition.

Les perspectives révolutionnaires

Selon Treint, les perspectives révolutionnaires ne seraient pas éloignées ; l'extension de la révolution se produirait dans un avenir tout à fait proche. Alerte, les gars !

Paraître moins révolutionnaire que son voisin, à plus forte raison son adversaire, est mal porté. Nous dirons, cependant, car nous savons trop que le véritable esprit révolutionnaire ne consiste pas à se griser d'illusions, que la révolution mondiale a reculé avec le recul de la révolution allemande.

L'Allemagne, longtemps champ de bataille où révolution et capitalisme s'affrontaient sans qu'on sût lequel des deux l'emporterait, est passée, depuis l'automne 1923, nettement au pouvoir du capitalisme.

La Russie reste seule. Elle doit s'attendre à subir l'attaque des puissances coalisées sous la direction de Wall-Street et ce qui doit nous préoccuper, c'est d'assurer sa défense.

Le plan Dawes signifie une offensive de grand style pour entraîner les puissances occidentales dans l'orbite de l'Amérique et pour étouffer chez elles la préparation révolutionnaire du prolétariat

Treint et d'autres estiment que les antagonismes existant à l'intérieur du monde capitaliste sont assez puissants, dès maintenant, pour que la révolution puisse maintenir une tactique offensive.

Tout d'abord, une question se pose : expriment-ils là une opinion sincère, ou bien bluffent-ils, à la façon d'Hervé, par tactique ?

S'ils bluffent, c'est signe de faiblesse et nous préférons l'attitude de Trotsky, qui est celle de Lénine, quand il reconnaissait carrément ses erreurs de tactique et n'hésitait pas à accomplir au besoin une volte-face.

S'ils sont sincères, ils nous mènent au putsch, consciemment ou non, au putsch ou à un dégonflage pareil à celui des Allemands, putsch ou dégonflage dont Treint serait le bouc-émissaire après l'échec, mais le mal fait resterait fait.

Et la perspective révolutionnaire aurait reculé un peu plus.

Il est impossible dans le Parti français de discuter de ces choses avec le sérieux qu'elles exigent. Loriot vient d'en faire l'expérience. La thèse qu'avec Berthelin il avait présentée au Congrès de la Seine a été immédiatement qualifiée par Treint, dans les *Cahiers du Bolchevisme*, du 26 décembre, de « thèse incohérente parsemée d'erreurs opportunistes, de « thèse misérable » reprenant l'accusation de la bourgeoisie, de « thèse étrangère au communisme », montrent « qu'on a perdu tout contact sérieux avec le Parti et l'Internationale ».

Elle a été qualifiée par l'*Humanité* de thèse « social-fasciste » pour avoir osé cette remarque bien naturelle que le fascisme n'est pas le front unique démocratico-anarcho-bourgeois. Pour nos hurluberlus, tout ce qui n'est pas communiste est fasciste. Le Sénat repousse-t-il l'amnistie, le Sénat est fasciste. Un imprimeur bourgeois refuse-t-il d'imprimer un journal communiste, encore un acte fasciste. A ce compte, le fascisme sévit depuis belle lurette. En procédant ainsi, en annonçant tous les matins l'agression du fascisme, on risque fort de faire comme Guillot, le berger de triste mémoire qui cria si souvent au loup que le jour où le loup vint réellement personne ne se dérangea pour porter secours.

Le Léninisme

Nous avons donné notre adhésion à l'Internationale communiste ; nous ne connaissons pas le « léninisme » ou le « trotskysme ». Lénine vivant, l'Internationale a été assez vaste pour embrasser Trotsky et le soi-disant trotskysme, ainsi que l'opposition ouvrière russe et de par le monde de nombreux éléments venus du syndicalisme révolutionnaire.

Le léninisme sans Lénine nous fait peur. Sous le couvert d'un nom que nous vénérons certainement autant et peut-être davantage que ceux qui se réclament de lui tout en piétinant ses dernières recommandations, on travaille à défaire, à délier le faisceau révolutionnaire international, que Lénine s'était employé à lier.

Dans tous les pays, des symptômes de malaise et de dissociation se manifestent. Si l'on n'y prend garde, sous la bannière du léninisme on marchera à une régression de l'Internationale, à un affaiblissement de ses forces, à un étriquement de sa pensée.

L'auto-critique du parti

En disant cela clairement et nettement, nous sommes convaincus de servir le Parti, l'Internationale et la classe ouvrière. L'Internationale communiste pourrait dire de ceux qui nous ont chassés du Parti français. « Mon Dieu, délivrez-moi de mes amis ».

La presse bourgeoise, depuis le *Peuple* et le *Quotidien*, jusqu'au *Matin* s'est jetée sur notre *Lettre*. A qui la faute ? Il est certain que le Bureau Politique par ses placards successifs a attiré son attention. Sans ce tapage, notre Lettre aurait passé inaperçue du grand public. Mais les membres du Parti l'auraient lue avec sang-froid et cela il ne le fallait pas.

Ni la bourgeoisie ni le Gouvernement n'ont pu trouver dans cette Lettre quoi que ce soit, qui légitimât leurs persécutions contre le communisme. Quant aux gens du *Peuple*, du *Quotidien* et du *Matin*, ils savent mieux que personne que nous avons été, sommes et resterons leurs ennemis implacables. Ils savent aussi, par expérience, que nous sommes plus dangereux pour eux que tous les braillards qui nous excommunient aujourd'hui. La bourgeoisie et ses partis ont davantage peur d'un véritable mouvement ouvrier que de bataillons conduits par quelques petits blanquistes excités.

Si nous avions pu douter un instant de l'utilité de notre geste, ces paroles de Lénine nous auraient rassurés :

« Les adversaires des marxistes exultent à la vue de nos discussions ; ils s'efforcent, certes, d'exploiter, dans leurs buts, certains passages de ma brochure consacrée aux défauts et aux lacunes de notre Parti. Les marxistes russes sont déjà suffisamment trempés dans les batailles pour ne pas se laisser émouvoir par ces coups d'épingle, pour continuer leur travail d'auto-critique et de dévoilement de leurs propres défauts, qui disparaîtront avec la croissance du mouvement ouvrier ».

Malheureusement, le Parti français a montré qu'il était incapable de faire son travail d'auto-critique. Il s'est attiré plus de discrédit que nous n'en avions jeté sur lui quand il a fait éclater aux yeux de tous comment il comprenait le droit de discussion de ses membres.

Nous sommes, a-t-on-dit, des éléments attachés à leurs préjugés syndicalistes et que le parti, toujours, a dû traîner. C'est nous qui avons traîné le parti vers son devoir internationaliste en 1914, c'est nous qui l'avons traîné plus tard à Zimmervald, puis vers la Révolution russe, vers la IIIe Internationale, puis vers le front unique ; c'est nous encore aujourd'hui qui avons dit tout haut, ce que les meilleurs des ouvriers révolutionnaires français murmurent tout bas.

Nous sommes aussi sûrs d'avoir accompli ce qui était notre devoir aujourd'hui, en 1924, en écrivant notre première Lettre aux membres du Parti, que Monatte pouvait l'être en 1914 quand il écrivait sa Lettre de démission du Comité Confédéral.

Nous sommes traités d'ennemis du Prolétariat, du Parti et de l'Internationale. Etre qualifiés d'ennemis du prolétariat par des Treint et des Ilbert, cela ne peut qu'ajouter encore au ridicule coutumier de ces individus. Lénine nous a appris à accueillir par le rire les sottises trop extravagantes. Et ce sera l'appréciation du prolétariat, nous sommes tranquilles.

Là-dessus, au revoir et merci !

V. Delagarde,

P. Monatte,

A. Rosmer.

NOTES ÉCONOMIQUES

Y aura-t-il une crise économique au printemps prochain?

Deux grandes campagnes d'affolement viennent d'être menées presque simultanément. L'une avait trait au « péril communiste », nous n'avons pas à nous en occuper ici, l'autre consistait dans l'annonce d'une imminente crise économique. Cette seconde campagne prit de telles proportions qu'elle amena une baisse considérable des valeurs de Bourse durant la semaine qui précéda celle de Noël.

Essayons de voir ce qu'il en est exactement.

Et d'abord, la crise qu'on annonce pour le printemps 1925 sera, presque certainement, si elle se produit, limitée à la France. Rien, en effet, n'indique l'imminence d'une crise mondiale. Aux Etats-Unis, le ralentissement de l'activité économique qui, s'était manifesté durant toute la première partie de l'année 1924, a pris fin; les industriels voient à nouveau leurs carnets de commandes se remplir, et les différentes productions y atteindront sans doute prochainement des chiffres records. En Amérique du Sud, l'Argentine qui était en état de forte crise depuis 1920, retrouve enfin à vendre sa viande et son blé à des prix rémunérateurs. Enfin, il n'est pas jusqu'à l'Angleterre, le pays à l'économie décadente, qui n'ait montré en ces toutes dernières semaines quelques signes de légère amélioration.

D'autre part, on sait que le meilleur baromètre de l'activité industrielle générale est fourni par le cours des métaux : quand les prix du cuivre, du zinc, du plomb augmentent, c'est que la demande en ces métaux croît, et comme ces métaux sont d'un usage très général dans l'industrie, quand leur demande croît, c'est que l'activité industrielle générale est grande. Or, depuis quelques mois, les métaux sont en hausse continue : en quatre mois, le cuivre a augmenté de 10 o/o, le zinc de 20 o/o, le plomb de 35 o/o.

Mais, si rien ne permet de présager une crise mondiale, cela ne signifie pas qu'il n'y aura pas de crise en France. Car, fait sur lequel notre camarade Varga, en particulier, a maintes fois insisté, l'économie mondiale, depuis la guerre, ne forme plus un tout; par suite du renforcement partout des barrages douaniers, et surtout par suite des oscillations des différentes monnaies nationales, chaque pays a des raisons spéciales d'activité et de crise qui le désolidarisent plus ou moins complètement de la « conjoncture » mondiale, et peuvent ainsi le plonger en pleine crise économique, alors que les pays voisins sont en pleine activité.

C'est ce qui peut arriver cette année pour la France : l'industrie française connaîtra ou non la crise, selon les événements douaniers et monétaires qui vont se produire dans les mois qui viennent.

Voyons d'abord ce qui concerne les douanes.

On sait que jusqu'au 10 janvier de cette année les produits de l'Alsace-Lorraine, en vertu du Traité de Versailles, pouvaient entrer en Allemagne, libres de droits. Cela était surtout important pour l'industrie textile, la Haute-Alsace, avec Mulhouse et Colmar, constituant un des centres textiles les plus importants de France.

Avant guerre, les usines de cette région écoulaient la presque totalité de leur production en Allemagne. Depuis la paix, grâce à la franchise douanière, elles ont continué. Or, si les négociations économiques avec l'Allemagne qui sont encore en cours au moment où j'écris, n'aboutissent pas, et que les tissus alsaciens doivent payer désormais à leur entrée en Allemagne des droits de douane élevés, nul doute qu'ils n'y pourront soutenir la concurrence des tissus allemands; ils devront donc venir s'écouler en France, aux dépens des usines françaises des autres régions, d'où crise générale dans l'industrie textile française, baisse de prix et chômage.

Il est cependant peu probable que les négociations franco-allemandes, au moins en ce qui concerne ce cas particulier, n'aboutissent point.

Pour la métallurgie, la rupture, en ce qui touche à l'avenir immédiat, aurait de moins graves conséquences, car si l'entente avec les magnats de la Ruhr est nécessaire à la métallurgie lorraine pour qu'elle puisse largement se développer, cette entente ne lui est pas indispensable pour continuer à produire dans les proportions en somme très réduites où elle produit actuellement.

Les perspectives douanières ne sont donc pas particulièrement défavorables : ce qui décidera tout, c'est la question monétaire.

La réelle prospérité économique que connaît la France depuis plusieurs années est due, en effet, répétons-le, à cette baisse modérée mais continue du franc qui a amené le dollar de 12 francs en 1922 à 18 fr. 50 fin 1924.

Par un mécanisme maintenant bien connu et maintes fois décrit, cette baisse du franc a constitué une prime à l'exportation, du fait qu'elle se produisait sur le marché intérieur plus tard que sur le marché des changes. Grâce à cette prime occulte, à ce « dumping », l'industrie française put exporter en quantités suffisantes pour pouvoir occuper toute la main-d'œuvre française, et même faire venir de la main-d'œuvre étrangère.

Mais si le gouvernement entreprend une vigoureuse politique de revalorisation du franc, cette situation va prendre fin : si le franc se met à monter au lieu de continuer à baisser, non seulement la prime à l'exportation va disparaître, non seulement les exportateurs français vont cesser d'être avantagés par rapport à leurs concurrents étrangers, mais ce seront au contraire ceux-ci qui seront avantagés, ce seront les étrangers qui jouiront d'une prime par rapport aux Français. La conséquence ne se fera pas attendre : ce sera la crise.

Hausse du franc = crise industrielle. La corrélation entre les deux termes est mathématique. L'expérience de ces dernières années l'a prouvé surabondamment, tous les pays dont la monnaie a haussé ou même a seulement été stabilisée, Tchéco-Slovaquie, Autriche, Pologne, etc., ayant dû le payer d'une crise économique intense.

Et c'est pourquoi les bruits d'une prochaine crise économique en France n'ont pris du déve-

loppement dans le monde des affaires que le jour où la Banque de France décida de porter de 6 à 7 o/o le taux de son escompte. Le relèvement du taux de l'escompte est, en effet, l'un des moyens indirects que possède le gouvernement pour faire monter le franc. Cette hausse brusque de 1 % fut donc interprétée comme l'inauguration d'une politique tendant à la hausse du franc, une politique par conséquent de crise industrielle.

Clémentel poursuivra-t-il la hausse du franc, ou reviendra-t-il à la baisse? C'est de la décision qu'il prendra sur ce point que dépend l'activité économique durant les mois prochains.

Chronique des Monopoles

Les pétroliers de Galicie constituent un cartel

L'un des rares champs pétrolifères qui ne soient pas sous la coupe de l'un des deux grands trusts mondiaux, Standard Oil et Shell-Royal Dutch, est celui de la Galicie polonaise. Il est exploité par un assez grand nombre de sociétés distinctes dont la plus importante dépend du groupe Schneider-Union Parisienne.

Ces Sociétés, jusqu'ici indépendantes les unes des autres, viennent de constituer un cartel pour un an, renouvelable chaque année durant trois ans. Le cartel fixera les prix auxquels devront être vendus les pétroles de chaque Société.

L'Etat français va fonder un cartel des phosphates

On sait que jusqu'à la guerre, la Tunisie avait un quasi-monopole de la production des phosphates dans le Vieux Monde. Ce monopole est aujourd'hui sérieusement menacé.

D'autre part, on a découvert en Algérie un immense gisement, celui du Djebel Onk, dont la mise en exploitation, jusqu'ici empêchée par les intrigues de Gafsa, ne pourra cependant être définitivement ajournée.

En second lieu, et c'est là pour les sociétés tunisiennes le danger le plus pressant, l'exploitation d'un important gisement de phosphates marocains a commencé, et est poussée vigoureusement. Plus de 300.000 tonnes en sont déjà extraites par an. Or, ce gisement présente sur les gisements tunisiens un double avantage : d'une part, il n'est situé qu'à quelques dizaines de kilomètres de Casablanca; le minerai arrive donc au port d'embarquement, grevé de beaucoup moins de frais de transport que les minerais tunisiens de Gafsa, par exemple, qui sont à 250 kilomètres de la côte. En second lieu, ce phosphate marocain est d'une teneur sensiblement plus élevée que le phosphate tunisien, ce qui évite le transport, jusqu'aux usines européennes qui le transforment en superphosphates, d'une importante quantité de terres stériles qui augmentent d'autant le coût du fret, ainsi que les frais de traitement.

Devant cette concurrence, les sociétés tunisiennes, Gafsa en tête, n'ont rien trouvé de mieux que d'en appeler à l'Etat. Sous le prétexte d'obtenir pour l'agriculture française des prix de faveur, le ministre a fait savoir qu'il était en train d'étudier la constitution d'un organisme groupant tous les producteurs de phosphates et supprimant ainsi la concurrence entre eux.

Clémentel livre Madagascar à la Banque de Paris et des Pays-Bas

Je ne sais quel député, à une récente séance de la Chambre, interrompait Herriot au cri de « Finaly et la Banque de Paris et des Pays-Bas ». Herriot alors de prendre ses grands airs de vertu outragée!

Il n'est cependant pas niable que ce qui permet au gouvernement du Bloc des Gauches de vivre, c'est l'appui de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*.

Aucun gouvernement bourgeois, en l'état actuel, n'est possible s'il n'a derrière lui une grande banque d'affaires. Et comme toute la Haute-Banque française ne constitue plus guère que deux groupes, celui de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, et celui de l'*Union Parisienne*, tout gouvernement qui n'est pas soutenu par l'une doit être soutenu par l'autre. Le gouvernement du Bloc National était le gouvernement de l'*Union Parisienne*, la Banque de la Métallurgie, la Banque de Schneider et de Wendel; le gouvernement du Bloc des Gauches est le gouvernement de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, la Banque des industries de transformation, la Banque des Travaux Publics et de l'Electricité, et aussi la Banque de l'Amérique, la Banque de la Standard Oil.

Parmi d'autres morceaux de choix qu'Herriot s'apprête à offrir à son patron, est le monopole de Madagascar. Clémentel doit incessamment déposer un projet de loi instituant à Madagascar une banque d'émission, et c'est la *Banque de Paris et des Pays-Bas* qui se charge de fonder cette banque.

Rappelons ce qu'est une banque d'émission. Une banque d'émission est une banque qui a sur un territoire donné le monopole légal d'émettre des « billets de banque », c'est-à-dire une véritable monnaie, en représentation des effets de commerce qu'elle escompte. Ce monopole est une source de profits directs considérables, puisque la Banque qui en jouit donne simplement en échange des effets de commerce qu'elle escompte moyennant un intérêt qui, actuellement, est de 7 % minimum, des billets qui ne lui ont coûté que la peine de les faire imprimer.

Mais le privilège d'émission est, dans les colonies tout au moins, une source bien plus grande encore de profits indirects, du fait qu'il fournit le moyen de s'emparer de toute la vie économique. La Banque d'émission étant, en effet, la seule en dernière analyse à escompter les papiers de commerce souscrits dans le pays, il lui est facile, en acceptant le papier de certaines maisons et en refusant celui d'autres, de priver ces dernières de tout crédit; et, comme « le crédit est l'âme du commerce », celles-ci sont obligées de se soumettre à la Banque ou de disparaître. De cette manière, au bout de peu de temps, toutes les affaires qui l'intéressent tombent sous le contrôle de la Banque d'émission.

Le procédé a été employé sur une large échelle en Indo-Chine où toutes les grosses entreprises industrielles et commerciales ne sont que des filiales de la *Banque de l'Indo-Chine*. Par sa filiale, la future Banque d'émission de Madagascar, la *Banque de Paris et des Pays-Bas* s'assurera pareillement le contrôle de toutes les entreprises de Madagascar. Le monopole de l'exploitation de Madagascar sera ainsi créé.

R. LOUZON.

FAITS & DOCUMENTS

Jacques Sadoul en liberté provisoire

Un des actes dont gardera la honte le Bloc des Gauches, c'est d'avoir emprisonné Jacques Sadoul, poursuivi, dès sa rentrée en France, comme un criminel. Le crime de Sadoul, c'est d'avoir vu clair dans ce qui se passait en Russie en octobre 1917, de l'avoir dit, et d'être passé ensuite au bolchevisme, à la Révolution russe, dont il fut le témoin intelligent et passionné.

Il était là-bas en même temps que le répugnant Noulens, et le rôle que jouèrent les deux hommes, ainsi que la façon dont la bourgeoisie les traite, méritent d'être notés. Couard et pleutre, réfugié à la première alerte, dans son train, à Vologda, l'ambassadeur ne comprend rien à la Révolution bolchevique. Il trompe son gouvernement par des rapports imbéciles, en même temps qu'il soudoie la contre-révolution, pousse Savinkov et consorts à déclencher des soulèvements artificiels qui entraînent morts et ruines et prépare l'intervention contrerévolutionnaire de grande envergure. Le gouvernement radical et socialiste ne songe pas un instant à jeter en prison ce trafiquant, coupable de crimes patents. Au contraire, c'est lui qu'il charge de négocier la reprise des relations avec la Russie soviétique.

Envoyé en Russie par Albert Thomas, avec la mission précise d'enquêter sincèrement, de relater ce qu'il voit, Sadoul se met consciencieusement à l'œuvre : Il observe la situation, il étudie, interroge. Sa conviction est vite faite : la Révolution bolchevique est solide et durera. Il se heurte à la bêtise de Noulens et des autres officiels qui ne songent qu'à l'intervention armée. Mais il ne se décourage pas et continue d'informer exactement. Pourtant, ses efforts sont vains. Les Noulens triomphent. Hypocritement, sans oser déclarer la guerre, le gouvernement français, qui affirme lutter pour la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, prépare l'intervention armée contre la République ouvrière et paysanne. Il faut choisir. Sadoul n'hésite pas. Il a vu à l'œuvre la clique Noulens. Il connaît ses forfaits et voit qu'elle en prépare de plus grands. Il se rallie à la Révolution bolchevique et la défend contre l'attaque de la contre-révolution mondiale.

C'est un crime qui l'honore. Ses pires adversaires sont contraints aujourd'hui de courber le front. La mise en liberté provisoire décidée par le Conseil de guerre d'Orléans s'imposait. Mais ce qui s'impose plus fortement encore, c'est la revision au grand jour du jugement scandaleux qui le condamna à mort et l'ouverture du grand procès contre les hommes qui jettèrent la France contre la Révolution russe.

***

Exit Gompers

Jamais homme ne s'identifia plus complètement avec son organisation.

L'*American Federation of Labor*, c'était Gompers. Tout jeune, ouvrier cigarier émigré du misérable Est londonien, il travailla à la créer, et jusqu'à sa mort, il ne cessa de l'inspirer et de la diriger. Il la laisse avec un effectif de 2.865.979 membres — en diminution de cent mille sur l'année précédente — effectif faible, étant donné les chiffres de la population et du contingent ouvrier des États-Unis. Mais il ne chercha pas la quantité, et c'est en ce point que l'organisation qu'il a conçue et réalisée se distingue des organisations syndicales des autres pays, y compris les trade-unions britanniques. Gompers ne s'intéressa jamais qu'à une catégorie d'ouvriers,celle des ouvriers qualifiés, qu'il défendit et organisa, en dehors et contre l'immense armée d'ouvriers non qualifiés accourant, avant la guerre, chaque année par centaines de mille, et qui se trouvaient ainsi livrés par leurs frères plus favorisés à un patronat particulièrement âpre et brutal.

Pour atteindre son but, Gompers reçut l'aide inespérée, et involontaire, de tous les éléments révolutionnaires qui, révoltés par son étroit corporatisme, lui abandonnèrent le terrain et créèrent, à côté de l'A. F. of L., de nouvelles organisations syndicales se plaçant ouvertement sur le terrain de la lutte des classes. Ce fut une lourde faute, qui a pesé et pèse encore terriblement sur le mouvement ouvrier américain, et qu'il n'est pas aisé de réparer. Ces nouvelles organisations ont disparu les unes après les autres, tandis que l'A. F. of L. durait, et qu'ainsi la classe ouvrière se trouvait coupée en deux tronçons devant un patronat solidement uni, le mieux organisé et le plus féroce du monde.

Les principes qui guidèrent constamment Gompers se trouvent fort bien indiqués dans un entretien qu'eut avec lui un journaliste anglais, Harold Spender, et que celui-ci vient de rapporter.

Harold Spender questionne : « Pourquoi ne formez-vous pas un Labour Party semblable au Labour Party britannique, avec représentation au Parlement ?

— Parce que je peux obtenir davantage sans cela, répond Gompers.

— Mais notre Labour Party est très puissant.

— Pas si puissant que moi... Je troque mes votes, lors des élections. Je les donne à celui des deux partis, démocrate ou républicain, qui m'offre le plus. On promet beaucoup pour avoir nos voix.

— La manière britannique me semble plus saine.

— Elle est plus épuisante. Le Labour Party perdra sa force. Tous ses efforts se perdront dans la lutte parlementaire. Notez bien mes paroles : il ne durera pas.

— Sa tactique est plus honnête.

— Je ne parviens pas à le voir. Nous pourrons tenir jusqu'au bout. L'organisation ouvrière est dans les usines et les chemins de fer.

— Vous n'avez qu'une infime législation sociale. Pas de pensions. Pas d'assurances.

— Nous n'en voulons pas. Nous voulons de hauts salaires. »

Pendant la guerre, il suivit son gouvernement. Il fut, au début, pacifiste avec Wilson et comme Wilson, et il devint jusqu'auboutiste

avec lui. Il expliqua son revirement avec un certain cynisme: « La guerre est une chose horrible, dit-il, mais elle donnera beaucoup de profits. Il ne faut pas que les patrons soient seuls à les recueillir. Les ouvriers devront avoir leur part. »

Quand, après Versailles, l'Amérique estima que son intérêt lui commandait de se replier sur elle-même, Gompers quitta la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam, affirmant, à l'étonnement général, que celle-ci s'engageait dans une voie trop révolutionnaire. Son dernier acte se relie étroitement à la politique de son gouvernement. Il alla au Mexique pour étendre l'influence de l'A. F. of L. sur les organisations ouvrières mexicaines, et c'est au cours de ce voyage que la maladie qui devait l'emporter le saisit.

Ses successeurs ne pourront pas maintenir intacte son œuvre néfaste. L'Amérique participe aussi à l'instabilité du monde d'après-guerre. Elle vient d'être fortement secouée par une crise agraire. Mais surtout les éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier ont reconnu l'erreur commise jadis et sont bien décidés à la réparer. Notre camarade, Wm. Z. Foster, en avait eu la révélation au cours d'un voyage qu'il fit en Europe avant la guerre. Rentré aux Etats-Unis, il engagea presque seul la bataille. Son affirmation, qu'il fallait lutter dans les syndicats réformistes, n'eut d'abord que peu d'écho. Mais il persévéra et reçut un immense renfort le jour où Lénine déclara avec grande vigueur que les communistes voulaient l'unité syndicale et que le devoir des communistes était de travailler dans les vieux syndicats. Son influence s'en trouva sensiblement accrue et, depuis, elle n'a cessé de s'étendre.

⁂

Après les élections allemandes

Les élections du 7 décembre, suivant de près les précédentes (4 mai), ont rogné sensiblement les deux partis extrêmes de droite et de gauche, les communistes et les racistes. Elles n'ont pas fourni la solution de la crise gouvernementale chronique qui sévit en Allemagne. A l'intérieur, la lutte continue entre les magnats de l'industrie lourde et ceux des industries de transformation. Et on attend toujours le développement de l'action des autres puissances. De grands problèmes sont constamment posés qui mettent aux prises les Alliés entre eux et ne reçoivent jamais que des solutions provisoires sujettes à revision. Le retour des conservateurs britanniques au pouvoir est venu modifier la situation et a mis fin au verbiage pacifiste franco-britannique. Les Anglais se sont empressés de conclure avec l'Allemagne un traité de commerce, laissant les Français se débattre dans des négociations difficiles. La bourgeoisie allemande poursuit son jeu qui consiste à diviser ses adversaires et à louvoyer pour se soustraire à la contrainte qu'ils font peser sur elle.

Les communistes ont recueilli aux élections près de 2.700.000 voix, en perdant plus d'un million sur le scrutin précédent. Les social-démocrates en ont recueilli près de huit millions, soit un gain de 1.800.000. Sans doute, on peut expliquer ces résultats par les mesures de répression dirigées contre les communistes, et dire que, dans de telles conditions, la défaite est une victoire morale. Mais il vaut mieux, sans doute, ne pas se contenter d'explications aussi sommaires et chercher à dégager la signification réelle du scrutin.

Si peu de confiance qu'on ait dans la direction actuelle du Parti communiste allemand, on ne saurait songer à la rendre responsable, seule, de l'échec. Après les événements d'octobre 1923, après la révolution annoncée partout, et la retraite sans combat, il était sûr que la période suivante verrait un déclin de la vague révolutionnaire ainsi brisée et qu'une nouvelle vague révolutionnaire ne pourrait surgir avant un certain délai. Au lieu de chercher à masquer ce fait par des déclamations soi-disant révolutionnaires, il faut voir quel doit être le travail présent des communistes et le réaliser.

Les effectifs du Parti communiste ont fondu. Mais cela ne doit pas empêcher la préparation du prochain assaut. La période présente doit être utilisée à consolider la force de l'organisation et à étendre son influence dans les autres organisations de la classe ouvrière, avant tout dans les syndicats et dans les conseils d'usines. Or, nos informations montrent que l'influence communiste est en décroissance à la fois dans les syndicats et dans les conseils d'usines. Et cela est bien plus grave que l'échec électoral. Toutefois, on ne peut pas en être trop surpris. Au 5e Congrès de l'Internationale communiste, le fait nous fut révélé que, dans l'organisation berlinoise du Parti communiste, 15 à 20 0/0 seulement des membres étaient syndiqués. Lorsqu'on sait que cette organisation était dirigée par ceux qui, maintenant, dirigent le Parti, on comprend que le travail syndical des communistes soit aussi peu fructueux. Sur ce point, comme sur quelques autres, ces « léninistes » méconnaissent ce qu'il y a de plus clair et de plus certain dans l'enseignement de Lénine. Il est vrai qu'ils pulvérisent chaque jour la « droite ». C'est plus facile. — A. R.

Le Gérant : V. GODONNÈCHE (Travail exécuté par des ouvriers syndiqués) Imp. Cent. de la Bourse, 117, r. Réaumur.